



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



MINISTRE DE L'EDUCATION

**DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN
ET SECONDAIRE GENERAL**

**PROJET D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT MOYEN
(PAEM)
UNE JEUNESSE SENEGALAISE MIEUX EDUQUEE**

**INITIATIVE EN FAVEUR DE L'EQUITE ET DE
L'EGALITE DE GENRE
DANS L'ENSEIGNEMENT MOYEN SECONDAIRE GENERAL**

**ETUDE SUR LES VIOLENCES
FAITES
AUX FILLES EN MILIEU
SCOLAIRE**

Birné Brigitte NDOUR

Sénégal, Mai 2008



RESUME

L'achèvement progressif des cycles primaire, moyen et secondaire par les filles, est un défi majeur pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui préconisent l'élimination des inégalités entre filles et garçons et l'éducation universelle d'ici 2015.

La question du maintien des filles à l'école rencontre de nombreux obstacles relevant de causes multiples et de plusieurs ordres : social, culturel, matériel et psychologique...

La face visible de ces obstacles se manifeste à travers des attitudes et des comportements de nature à compromettre l'épanouissement des filles dans le milieu scolaire et leurs performances dans les activités d'apprentissage.

La présente étude intitulée : « Les violences faites aux filles en milieu scolaire » est commanditée par la DEMSG et l'USAID/PAEM. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'une stratégie d'intégration du Genre dans l'Enseignement Moyen et Secondaire Général.

La prise en compte de la complexité du phénomène a poussé à l'adoption d'une approche multidisciplinaire et à une démarche de recherche sous plusieurs formats :

- une revue documentaire reliée en un press book;
- l'administration de fiches de questionnaires élèves et enseignants;
- des focus groups homogènes filles, homogènes parentes (mères d'élèves) et hétérogènes Enseignants/parent(e)s;
- des entretiens avec des responsables d'institutions relevant des domaines de la santé (le Chef du district sanitaire, l'IME), de la justice (Président du tribunal régional), de la jeunesse (le coordonnateur du Centre Conseils pour Adolescents) et de l'éducation (l'IA/l'IDEN).

De manière plus précise, l'objectif de l'étude est de produire un document consolidé sur les violences faites aux filles en milieu scolaire, à partir de données quantitatives et qualitatives permettant de réaliser un état des lieux dans les régions de Fatick, Kolda, Tambacounda et Ziguinchor.

L'analyse des données collectées nous a permis d'aboutir aux conclusions suivantes :

- ❖ les filles sont victimes de toutes les formes de violences qui se manifestent dans l'espace scolaire et son extension;
- ❖ ces violences multiformes sont verbales, physiques, sexuelles et autres.
- ❖ les auteurs des VFMS se retrouvent à l'école et dans tous les milieux de vie et de fréquentation des filles. Cependant l'identification des auteurs a pour objectif non de susciter la culpabilité mais plutôt la responsabilité des acteurs;
- ❖ les causes des VFMS ont une origine endogène au système éducatif mais aussi des causes exogènes;
- ❖ les conséquences des VFMS, du fait de leur diversité des formes et des degrés de gravité, invitent à l'implication des autorités et acteurs du secteur mais aussi d'autres compétences des domaines de la santé, la sécurité, la justice etc.

Les différents constats permettent d'envisager des mécanismes de remédiation et de soutien aux victimes, de recenser des recommandations sous forme de décisions à prendre et de propositions d'actions pour endiguer le mal et relever le défi de l'équité de genre et de l'égalité des chances entre les garçons et les filles dans l'espace scolaire.

Les décisions à prendre et les actions à mener sont à la fois d'ordre institutionnel et politique, administratif, pédagogique et environnemental.

Cette étude a été réalisée grâce à l'appui du projet **USAID/PAEM** par Madame **Birné Brigitte Diatta NDOUR**, Conseillère Genre/DEMSG, avec la collaboration d'une Equipe Technique Nationale (ETN) composée de :

- Absatou Diallo, Inspecteur d'Académie de Fatick
- Fatou Cissé, Inspectrice Vie Scolaire (IVS)/ IA Ziguinchor
- Malang Mané, Psychologue Conseiller/CROSP de Kolda
- Aminata Djigo, Coordinatrice USAID/PAEM/Tambacounda
- Gamou Mbodj, chargée des initiatives spéciales/USAID/PAEM/Dakar
- Mbaye Alexandre Diop, Directeur de l'Enseignement Moyen et Secondaire Général.



REMERCIEMENTS

Le présent document a été réalisé grâce à l'engagement sans faille d'une équipe technique nationale, sous la coordination de Madame Birné Brigitte DIATTA NDOUR, Conseillère Genre à la Direction de l'Enseignement Moyen et Secondaire Général. Cette équipe a également bénéficié de l'appui de personnes ressources au niveau de chaque région cible. C'est pourquoi, nous tenons à remercier les relais FAWE et SCOFI qui ont bien voulu faire partie des membres de nos équipes régionales grâce auxquelles, les enquêtes sur le terrain ont été menées.

Le processus de recherche a été soutenu financièrement par l'USAID/PAEM. Qu'il nous soit donc permis d'exprimer notre gratitude à Madame Lorraine Dénakpo pour son engagement auprès des autorités éducatives du Sénégal à promouvoir l'éducation des filles.

Notre gratitude va également à tous ceux qui ont contribué à l'élaboration de la présente étude dont la mise en œuvre des recommandations, nous l'espérons, participera à la pacification de l'espace scolaire et au relèvement du TBS/fille dans les cycles moyen et secondaire. Nous tenons à adresser nos remerciements particuliers à toutes les autorités judiciaires (procureurs de tribunal régional ou leurs répondants); médicales (Chefs de District sanitaire, Responsables d'IME; Responsables de Centre Conseil pour Adolescents), académiques (IA, IDEN) des quatre régions cibles de notre étude pour avoir bien voulu accorder des entretiens aux responsables de nos équipes de recherche.

Nos remerciements s'adressent aussi à tous les personnels enseignants, parents d'élèves et élèves pour leur disponibilité ainsi qu'aux chefs d'établissement qui ont pris les dispositions nécessaires et, mieux, se sont impliqués pour la plupart, dans la réalisation et la réussite de nos enquêtes.

En marge de ces entretiens au niveau régional, la responsable de l'étude a bénéficié de la bienveillante disponibilité du Chef de la Division du Contrôle Médical Scolaire (DCMS), du Président de la section sénégalaise de Transparency International, du Directeur de l'Ecole Nationale de Développement Social et Sanitaire (ENDSS), du Directeur du département de Sociologie de l'UCAD...

Ces remerciements vont aussi au Responsable de la médiathèque du CESTI et à ses collaborateurs pour les facilités qui nous ont été accordées dans la réalisation du press book; à Monsieur Mendy du Centre de Suivi Ecologique (CSE) pour la carte des zones d'intervention de l'USAID/PAEM, à tous nos amis qui, par leurs idées et leur disponibilité, ont contribué à la production de ce document.



LISTE DES FIGURES ET TABLEAUX

<u>Carte</u>	<u>Pages</u>
Carte 1 : Zones cibles de l'étude.....	17

Figures

Figure 1 : Répartition de la cible fille par classe.....	36
Figure 2 : Perception des violence faite aux filles en milieu scolaire.....	37
Figures 3 : Témoignage des filles sur les types de violences subies.....	38
Figure 4 : Formes de violences et implication des enseignants et des garçons.....	40
Figure 5 : Lieux des violences.....	42
Figure 6 : Auteurs fréquents de harcèlement sexuel selon les filles.....	45
Figure 7: Auteurs fréquents de harcèlement sexuel selon les garçons.....	45
Figure 8 : Auteurs des harcèlements subis à l'intérieur de l'école.....	46
Figure 9 : Auteurs des harcèlements sexuels subis en dehors de l'école/filles.....	47
Figure 10 : Les auteurs de viol.....	47
Figure 11 : Violences faites aux filles par région académique.....	48
Figure 12 : VFMS en fonction de la zone.....	50
Figure 13 : Taux de filles ayant déjà connu un mariage forcé.....	54
Figure 14 : Conséquence des viols sur les filles.....	55
Figure 15 : Les raisons des mariages forcés et/ou précoces.....	61
Figure 16 : De l'avis des garçons.....	64

Tableaux

Tableau 1 : Présentation de l'échantillon des questionnaires.....	35
Tableau 2: Pourcentage de filles ayant ou non un enfant.....	36
Tableau 3: synthèse des focus : formes et auteurs des VFMS.....	41
Tableau 4 : Récapitulation focus groups hom. Filles/ lieux des violences.....	43
Tableau 5 : Récapitulation focus groups hom. Filles/calendrier des violences.....	44
Tableau 6: synthèse des focus : formes de VFMS par académie.....	49
Tableau 7: Statut matrimonial des filles en fonction de la zone.....	51

Tableau 8 : Tentative de mariage forcé et niveau d'instruction des parents.....	51
Tableau 9 : Les raisons de l'échec de la tentative de mariage forcé.....	52
Tableau 10 : Récapitulation focus groups/Conséquences.....	52
Tableau 11 : le nombre de filles ayant un ou des enfants.....	53
Tableau 12 : Récapitulation focus/causes.....	57
Tableau 13 : Prétendants au mariage forcé.....	62
Tableau 14 : Age moyen par classe.....	65
Tableau 15 : Récapitulation entretiens/Suite donnée aux cas déclarés.....	68
Récapitulation entretiens/Recommandations.....	70

SOMMAIRE

	Pages
ACRONYMES ET ABREVIATIONS.....	9
INTRODUCTION.....	11
I - PRESENTATION DE L'ETUDE.....	13
1-1 PROBLEMATIQUE.....	13
1-2 OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS.....	15
1-3 CADRE METHODOLOGIE.....	16
1-3-1 Champ de l'étude.....	16
1-3-2 Les étapes de l'étude, les techniques de collecte de données et les cibles.....	21
1-3-3 Le traitement et l'exploitation des données statistiques.....	25
1-3-4 Difficultés rencontrées.....	27
1-4 CADRE THEORIQUE.....	28
1-4-1 Clarifications conceptuelles	29
1-4-2 Classification des violences.....	31
1-4-3 Manifestations des violences.....	34
II - PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE	35
2-1 LES FORMES, LES AUTEURS ET LES CONSEQUENCES.....	37
2-2 LES CAUSES DES VFMS.....	57
III – MECANISMES DE SUIVI ET PISTES DE SOLUTIONS	68
3-1-1 LES MECANISMES DE SOUTIEN AUX VICTIMES DE VFMS.....	68
3-1-2 LES RECOMMANDATIONS FACE AUX VFMS	70
CONCLUSION GENERALE.....	76
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	77
ANNEXES.....	78
ANNEXES 1 : Press book	
ANNEXES 2 : Questionnaires	
ANNEXES 3 : Scripts des focus	
ANNEXES 4 : Grille d'entretien	
ANNEXES 5 : Rapports focus	
ANNEXES 6 : Rapports entretiens avec les institutions	
ANNEXES 7 : Banque de données statistiques	



ACRONYMES ET ABBREVIATIONS

AGR : Activités Génératrices de Revenus

CCA : Centre Conseils pour Adolescents

CCA : Centre Conseils pour Adolescents

CCE : Collectif des Chefs d'Établissement

CCN : Conseil Consultatif National

CDI : Centre de Documentation et d'Information

CE : Chef d'Établissement

CEDAW/CEDEF : Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes

CLVF : Comité de Lutte contre les Violences faites aux Femmes

CSE : Centre de Suivi Ecologique

CTN : Comité Technique National

DEE : Direction de l'Enseignement Élémentaire

DEMSG : Direction de l'Enseignement Moyen et Secondaire Général

DPRE : Direction de la Planification et de la Réforme de l'Éducation

DRH : Direction des Ressources Humaines

DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

EPT : Education Pour Tous

IA : Inspection d'Académie

ICREF : Institut Canadien de Recherches sur les Femmes

IDEN : Inspection Départementale de l'Éducation Nationale

IME : Inspection Médicale des Ecoles

IS : Inspecteur de Spécialité

IST : Infections Sexuellement Transmissibles

IVS : Inspecteur de Vie Scolaire

MFDC : Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance

MGF : Mutilations Génitales Féminines

MGF : Mutilations Génitales Féminines

MST : Maladies Sexuellement Transmissibles

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

OMS: Organisation Mondiale de la Santé

PDEF : Programme Décennal de l'Education et de la Formation

TPIY : Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

UNIFEM : Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme

USAID/PAEM : United States Agency/Projet d'Appui à l'Enseignement Moyen

VFMS : violences faites aux filles en milieu scolaire

INTRODUCTION

Le Sénégal a proclamé son attachement aux idéaux de la Déclaration des droits de l'homme de 1948 et ratifié la plupart des conventions internationales affectant la situation de la femme dont la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW/CEDEF) en 1992. Ainsi, la nouvelle constitution sénégalaise de 2001 rejette, sous toutes leurs formes, l'injustice, les inégalités et les discriminations envers les femmes ; le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) d'avril 2002 ; la Stratégie Nationale pour l'Égalité et l'Équité de Genre (SNEEG) au Sénégal, formulée sur la base de l'évaluation du 2e Plan d'Action National de la Femme (PANAF) (1997-2001) et les OMD, s'inscrivent dans une dynamique de mise en œuvre du genre dans tous les secteurs de la vie nationale.

S'il est vrai comme le dit E.Kant que «l'homme ne peut devenir homme que par l'éducation», la bataille pour l'égalité des chances entre les garçons et les filles dans l'éducation devient une exigence de développement, de démocratie et un défi à la pauvreté et à l'exclusion.

Ainsi, dans le cadre de l'éducation, les dispositions en faveur du genre s'appliquent à travers la loi N°2004-37 modifiant et complétant la loi d'orientation de l'Éducation nationale n° 91-22 du 16 février 1991 qui stipule en son article 3 bis que: « la scolarité est obligatoire pour tous les enfants des deux sexes âgés de 6 à 16 ans ».

L'orientation de l'Éducation Pour Tous (EPT) qui s'actualise au Sénégal depuis 2000 à travers le Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF) trouve son bien fondé dans le cadre d'action de Dakar, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

En effet la recommandation de l'Objectif 5 du forum de Dakar préconise l'élimination des disparités entre les sexes et prévoit que le nombre de filles scolarisées dans l'enseignement primaire et secondaire soit égal à celui des garçons d'ici 2015.

Cet engagement s'est traduit par une allocation budgétaire conséquente à l'éducation, 40% du budget national. Ces dispositions politique, budgétaire et programmatique articulées à une meilleure compréhension de l'approche genre mènent les responsables du secteur à faire de l'éducation des filles une de leurs priorités.

Aujourd'hui, des motifs de satisfaction existent notamment à propos de l'élémentaire où la parité filles/garçons s'est presque généralisée au plan national, en ce qui concerne l'accès, même si le taux d'achèvement du cycle de la frange féminine reste à maîtriser. Ainsi la mise

en route du PDEF et les actions conjuguées des acteurs du terrain ont permis d'atteindre un TBS de 80% en 2005 et un indice de parité de 1,06% en faveur des filles.

Cependant, seules 31,3% des filles parviennent au cycle moyen et 25,6% au cycle secondaire. Cela indique qu'il y a encore beaucoup à faire pour atteindre la parité et de l'EPT.

Au même moment, nous notons, à travers la presse, les rapports des chefs d'établissement et d'autres sources, une récurrence des cas de violences liées au genre dont les filles sont victimes en milieu scolaire.

De tels faits dont l'ampleur réelle est loin d'être cernée constituent un obstacle majeur au maintien des filles à l'école.

C'est pourquoi la Direction de l'Enseignement Moyen Secondaire Général (DEMSG), en collaboration avec l'USAID/PAEM, et dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie d'intégration du genre dans la politique éducative, a jugé impératif de questionner le terrain. L'étude permettra d'établir un état des lieux plus proche de la réalité en vue d'identifier des mécanismes de soutien aux victimes et d'élaborer des stratégies de lutte contre le phénomène.

Le document final consolidé comprend trois parties :

- la première est consacrée à la présentation de l'étude. On y définit le champ de l'étude, la problématique, les objectifs et résultats attendus, la méthodologie et le modèle théorique qui constituent le cadre structurel et analytique du référentiel des violences identifiées et classifiées selon une certaine typologie.
- la deuxième est centrée sur la présentation et à l'interprétation des résultats issus de l'analyse des données collectées.
- la troisième et dernière réservée au recensement des recommandations pertinentes, devant permettre l'élaboration d'une stratégie de lutte et aboutir à l'élaboration d'un plan d'action.

(Source : situation de l'éducation en 2006, DPRE)

I- PRESENTATION DE L'ETUDE

1-1 PROBLEMATIQUE

Cette étude commanditée par la DEMSG et l'USAID/PAEM est menée dans le cadre de la politique d'intégration du genre dans l'enseignement moyen secondaire.

En effet, dans la recherche socio-économique et politique de la planification du développement, les relations entre les hommes et les femmes commencent à trouver une place importante. Celles-ci ont longtemps été considérées comme tabous du fait de considérations culturelles généralement défavorables aux femmes et aux filles. Les disparités de droits et d'opportunités entre les hommes et les femmes, les garçons et les filles, finissent par affecter l'harmonie de ces relations marquées de plus en plus par les violences de genre.

L'étude intervient à un moment où le phénomène des violences dans le milieu scolaire suscite de graves inquiétudes par rapport au maintien des filles à l'école. Ces agressions, relatées entre autre dans la presse et les rapports des chefs d'établissement, compromettent les performances des filles, l'achèvement des cycles moyen et secondaire, leurs rôles et autonomie futurs comme agents et bénéficiaires du développement.

Dès lors, la problématique réelle de l'éducation des filles intègre indiscutablement la question de la pacification de l'environnement scolaire par l'élaboration et la mise en oeuvre de stratégies sensibles au genre pour l'EPT.

Cependant, l'école, « lieu de formation à la vie, ...où le savoir se déploie et où, l'organisation et la maîtrise des interrelations dynamiques et complexes, préparent les élèves à exercer positivement leur citoyenneté »¹ devrait constituer une belle exception parce que renfermant la couche sociale la plus vulnérable, celle des enfants et des jeunes.

Même dans une société où les mœurs sont en dépravation, où les stéréotypes sexistes pèsent lourdement sur les mentalités, l'école devrait rester un havre de paix et de sécurité où s'épanouissent les élèves, garçons comme filles.

Les violences faites aux filles en milieu scolaire, relatées presque quotidiennement dans les journaux à travers l'Afrique et le monde en général, le Sénégal en particulier, ont motivé des réflexions, des productions et rencontres au plan international, régional, sous régional, national et même local, mais le plus souvent dans un cadre non institutionnel et privé.

1. A. R. Senghor : préface « Guide de la vie scolaire », INFOMEN Bulletin spécial n°3, mai 2001

Une telle étude née de l'initiative des autorités éducatives et qui s'inscrit dans une démarche de recherche action, constitue un préalable à l'élaboration de toute stratégie de lutte pour répondre efficacement aux objectifs et orientations issues des grandes instances internationales telles :

- ❖ la Conférence Mondiale de Jomtien de 1990 sur l'Education de base pour Tous qui, dans l'énoncé de ses objectifs faisait déjà ressortir les principes d'équité et d'égalité de genre;
- ❖ les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- ❖ le cadre d'action de Dakar qui préconise, en son objectif 5, l'élimination des disparités entre les sexes et prévoit que le nombre de filles scolarisées dans l'enseignement primaire et secondaire soit égal à celui des garçons d'ici 2015 ;
- ❖ le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté qui met l'accent sur les avantages en termes économiques de la scolarisation en faisant remarquer que l'incidence de la pauvreté varie sensiblement dans les ménages en fonction du niveau d'instruction : « le taux de pauvreté est de 67% parmi les ménages dont le chef de famille est sans instruction, 43% chez ceux qui se sont arrêtés au niveau primaire et 14% chez ceux ayant le niveau secondaire » (DSRP II rapport 2006).

Ainsi, on peut dire que le Moyen - Secondaire constitue un maillon central d'une importance capitale dans le système éducatif. En effet le plus grand nombre de ceux qui sont scolarisés et qui abandonnent l'école avant d'accéder au cycle moyen, perdent leurs acquisitions, la capacité de lire et d'écrire convenablement et retombent très souvent dans l'analphabétisme. Alors que les apprenant(e)s qui parviennent à l'achèvement du cycle secondaire s'ouvrent l'accès à l'enseignement supérieur et à de hautes performances et opportunités.

Tous ces objectifs que l'on peut traduire en recommandations trouvent leur écho dans la volonté politique du gouvernement du Sénégal. Une volonté qui se traduit par une allocation au secteur de l'éducation de 40% du budget national. Elle est appuyée par le Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF) dont la réalisation des trois composantes que sont accès, qualité et gestion, passent nécessairement par la prise en compte de la dimension genre.

Cependant beaucoup d'efforts restent à faire. La parité fille garçon est réalisée au niveau de l'élémentaire avec même un TBS/fille (103%) supérieur à celui des garçons et au TBS général de 87%.

Toutefois, la déperdition importante entre l'élémentaire et le moyen continue de gonfler le stock d'analphabètes dont la plupart sont des femmes et des filles. Le TBS chez les filles est de 26,5% au moyen et de 09,3 % au secondaire.

C'est dans ce contexte que la Direction de l'Enseignement Moyen Secondaire Général et l'USAID/PAEM ont initié la présente étude intitulée : «Les violences faites aux filles en milieu scolaire». L'objectif est de contribuer à la pacification de l'espace scolaire, d'améliorer l'accès, de maintenir les filles dans les cycles moyen et secondaire et de renforcer leurs performances.

Les informations fournies par l'étude serviront de tremplin pour l'élaboration d'un plan opérationnel de lutte contre les violences en milieu scolaire mais également d'outil pour le suivi et l'évaluation des impacts des interventions qui seront effectuées ultérieurement.

Ainsi, pour optimiser les résultats dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux filles en milieu scolaire, il est nécessaire de questionner le terrain en vue de :

- évaluer l'ampleur du phénomène;
- recueillir des données sociologiques et culturelles;
- apporter certaines explications à la récurrence des phénomènes spécifiques;
- comparer les zones en vue de déterminer les similitudes et les spécificités;
- proposer des pistes de solution.

La maîtrise des violences identifiées et classifiées en rapport avec la diversité qui caractérise le terrain est l'objectif que nous nous sommes assigné. Cette étude ne s'inscrit pas dans une démarche de recherche académique. Elle n'est que l'amorce d'une recherche d'informations sur la question et la proposition d'une stratégie efficace contre le phénomène.

1-2 OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

1-2-1 Objectifs de l'étude

L'étude vise à :

- établir un état des lieux sur les violences faites aux filles en milieu scolaire et leur impact sur le maintien des filles à l'école dans les régions de Fatick, Kolda, Tambacounda et Ziguinchor;
- formuler des recommandations dans le sens d'une meilleure prise en charge des filles victimes de violence;

- identifier des pistes pour l'élaboration de stratégies pertinentes de lutte contre le phénomène des violences contre les filles.

1-2 -2 Résultats Attendus

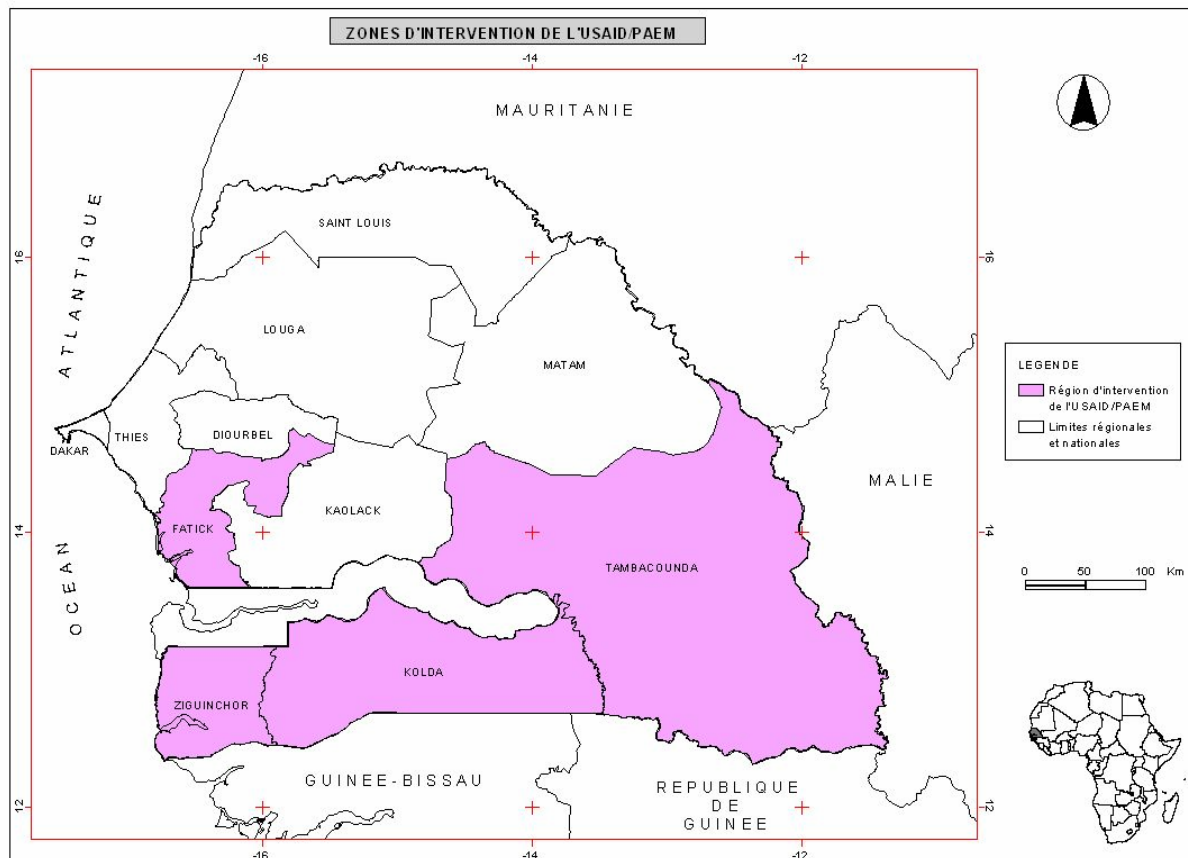
- les différentes formes de violences subies par les filles à l'école sont répertoriées;
- les conséquences de ces violences sur le maintien des filles à l'école appréhendées ;
- les causes et des pistes de remédiations et de lutte sont identifiées ;
- un document servant de référentiel sur les violences faites aux filles à l'école notamment dans le moyen secondaire est élaboré.

1-3 CADRE METHODOLOGIQUE

1-3-1 Champ de l'étude

L'étude porte sur « Les violences faites aux filles en milieu scolaire ». Elle est réalisée suivant une approche qui tient compte de la complexité du thème tant en termes de conceptualisation que de fréquence de telle ou telle autre forme de violence. Le press book s'est intéressé aux cas de violences publiés dans la presse nationale et dont sont victimes les filles dans leur environnement scolaire. L'année 2007 sert essentiellement d'année de référence. Quant aux enquêtes sur le terrain, elles sont menées dans quatre régions spécifiques sur les onze que compte le pays.

Carte 1 : Zones cibles de l'étude



Lesdites entités correspondent aux quatre régions d'intervention de l'USAID/PAEM à savoir Fatick, Kolda, Tambacounda et Ziguinchor où le phénomène connaît une ampleur particulière.

Présentation des régions cibles

◆ Fatick

Créée par la loi 84-22 du 22 février 1984 divisant l'ex - région du Sine - Saloum en deux entités distinctes, la région de Fatick comprend les départements de Fatick, Foundiougne, Gossas et couvre de 7535 km². Située au Centre Ouest du Sénégal, elle est limitée au Nord et Nord - Est par les régions de Thiès, Diourbel et Louga, au Sud par la République de Gambie, à l'Est par la région de Kaolack et à l'Ouest par l'océan atlantique. La pluviométrie varie entre 600 et 900 mm aux années normales (1931 – 1985) et est irrégulière, variant entre 400 et 600 mm cette dernière décennie.

Le problème de l'eau est crucial dans la région de Fatick. Non seulement elle est en quantité insuffisante, mais elle n'est pas de bonne qualité (présence notoire du fluor).

La plupart des terres sont salées (tannes), 266500 ha, soit 33,6 % de la superficie totale de la région et constituent des facteurs limitant pour l'agriculture et l'élevage.

Alors que l'activité économique de la région reste dominée par l'agriculture, l'élevage et la pêche. La région de Fatick n'abrite aucune entreprise industrielle d'envergure et connaît un niveau d'enclavement très alarmant, ce qui constitue un lourd handicap pour le développement économique de la région.

La population totale est estimée à 639 354 habitants en 2004 soit une densité de 85 habitants au km² atteignant un maximum de 101 habitants au km² dans le département de Fatick. Elle est en majorité rurale avec un taux d'urbanisation de 12,7 %, soit l'un des plus bas du pays. (Source : Statistiques de Répartition de la Population au Sénégal)

Dans la composition ethnique on retrouve majoritairement les sérères, les wolofs et les mandinkas. Les sérères sont présents dans toute la région et sont majoritaires dans le département de Fatick et dans l'arrondissement de Djilor ; les pulaar sont concentrés dans le département de Gossas , les mandinkas dans les arrondissements de Toubacouta et de Djilor.

Si d'une manière générale sur la moyenne nationale, l'indice de parité est en faveur des filles, cela n'est valable que pour l'enseignement élémentaire. Pour le moyen et le secondaire, malgré les améliorations sensibles que nous pouvons noter entre 2003 et 2007, les disparités demeurent en défaveur des filles. Ainsi, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement moyen dans la région de Fatick est passé d'un total de 20,4% avec 22,6% pour les garçons contre 17,8% pour les filles en 2003 ; à un total de 34,4%, 36,4% pour les garçons et 32,1% pour les filles en 2007.

(Source : Rapport national sur la situation de l'Education 2007/DPRE)

Les établissements concernés par les focus groups et l'administration des questionnaires sont au nombre de sept (7) avec :

IDEN de Gossas : Ville de Guinguinéo : CEM Khassim MBACKE (urbain), CEM de Mbadakhoune (rural);

IDEN de Foundiougne : Lycée Macodou NDIAYE de Sokone (urbain), CEM de Djilor Saloum (rural).

IDEN de Fatick : CEM Khar Ndoffène DIOUF (urbain), CEM Diaoulé (rural).

◆ Kolda

L'académie de Kolda correspondant à la région du même nom couvre une superficie de 21 011 Km² soit 1/10^{ème} du territoire national. Située à l'extrême sud-est du pays, elle représente une zone où le Sénégal partage sur 500 km, ses frontières avec trois pays limitrophes : la Gambie, la République de Guinée et la Guinée Bissau ; d'où son caractère géostratégique, carrefour international d'échanges interculturelles.

Mais l'insuffisance des infrastructures routières en fait une région enclavée.

La population y est estimée à 864 000 habitants avec un niveau de vie marqué par la pauvreté.

La diversité ethnique y est remarquable avec une majorité de peulhs à Kolda et Vélingara, les Mandingues à Sédhiou, mais aussi assez nombreux, les Diolas, Balants, Mankagnes, Manjacques et Kognadji.

Cette diversité ethnique a un impact certain sur la vie socioculturelle jusqu'ici dominée par les valeurs traditionnelles tributaires du conservatisme.

Les activités économiques prépondérantes y sont l'agriculture, l'élevage et le commerce dominé par les marchés hebdomadaires (louma) dont celui de Diaobé reconnue pour sa dimension internationale.

Dans la région de Kolda, plus de la moitié de la population reste analphabète avec en majorité les femmes et les filles. Le total du Taux Brut de Scolarisation (TBS) dans l'enseignement moyen a évolué et est passé d'un total de 18,0% en 2003 à 43,7% en 2007 ; de 24,4% à 24,9% pour les garçons et de 10,3% à 22,1% pour les filles entre 2003 et 2007.

Les sept (7) établissements concernés par les focus groups et l'administration des questionnaires sont :

IDEN de Kolda : CEM Sikilo ouest (zone urbaine), CEM Pata (zone rurale) et le lycée Alpha Mollo Baldé (zone urbaine);

IDEN de Sédhiou : CEM Mapathé Diagne (zone urbaine), CEM Diannah Malary (zone rurale) ;

IDEN de Vélingara : CEM1 (zone urbaine) CEM de Diaobé (zone rurale).

◆ Tambacounda

La région de Tambacounda recouvre toute la zone orientale du Sénégal. Son chef-lieu est Tambacounda, ville d'environ 70'000 habitants située à 480 km de Dakar, la capitale nationale. C'est la région administrative la plus vaste du Sénégal avec 59602 km² soit 30% du territoire national.

Composée sur le plan administratif des départements de Tambacounda, Kédougou et Bakel, la région de Tambacounda est limitée au nord par les régions de Louga, de St-Louis et la République Islamique de Mauritanie; au sud par la République de Guinée Conakry; à l'est par les Républiques du Mali et de la Mauritanie; à l'ouest par les régions de Kolda, de Kaolack et la République de Gambie.

La pluviométrie varie du nord au sud entre 600 et 1300 mm, parfois jusqu'à 1500 mm. Le régime hydrographique comprend le Sénégal, la Falémé, la Gambie et leurs affluents. Les ressources en eau souterraine proviennent de la nappe phréatique du continent terminal souvent profonde et de nappe créative du Maestrichtien exploitable par des forages.

A la différence du reste du pays plat et monotone, le relief dans la région de Tambacounda est constitué d'un plateau dominé par quelques collines, derniers contreforts des montagnes du Fouta Djallon. La présence du parc national de Niokolo Koba sur une superficie de 915 000 Ha, la zone d'intérêt cynégétique de la Falémé avec 260 678 Ha et les 1 861 309 Ha de forêts classées, font de la région de Tambacounda le dernier bastion de la faune et de la flore du pays.

La région renferme des ressources minières importantes et variées en début d'exploitation, estimées à 133 tonnes d'or, 130 000 tonnes de marbre, 530 millions de tonnes de fer et 180 millions de tonnes de cuivre.

La région de Tambacounda renferme jusqu'ici d'importantes zones de résistance à la scolarisation et au maintien des filles à l'école ainsi qu'à l'abandon des MGF. Ceci joue un rôle négatif sur le relèvement du TBS dans la région. Ainsi, pour l'enseignement moyen le taux de scolarisation de la région est passé d'un total de 12,9% en 2003 à 25,1% en 2007, avec 17,3% en 2003 à 31,2% en 2007 pour les garçons et pour les filles de 8,6% en 2003 à 18,5% en 2007.

Les sept (7) établissements concernés par les focus groups et l'administration des questionnaires :

IDEN de Tambacounda : CEM koussanar (rural), CEM Moriba Diakité (urbain), lycée Mame Cheikh Mbaye (urbain) ;

IDEN de Kédougou : CEM de Bandafassi (rural), CEM de Kédougou commune (urbain) ;

IDEN de Bakel : CEM de Kidira (rural), CEM Waoundé Ndiaye (urbain).

◆ Ziguinchor

La région de Ziguinchor est située à l'extrême sud ouest du pays et est limitée au nord par la Gambie, au sud par la Guinée Bissau ; à l'est par la région de Kolda et à l'ouest par l'Océan Atlantique. Elle couvre une superficie de 7301Km², soit 3,74 % du territoire national avec une population estimée à 517 141 habitants d'où une densité de près de 71h/km². Elle comprend les départements de Bignona, Oussouye et Ziguinchor.

La région souffre d'un enclavement grave parce coupée du nord du pays par la Gambie.

Les activités économiques sont surtout centrées sur l'agriculture et le Tourisme mais la crise armée qui sévit depuis une vingtaine d'années a appauvri la région et a bouleversé le tissu social.

La région est un véritable creuset culturel car toutes les ethnies du pays s'y retrouvent. C'est surtout sa richesse culturelle et le respect des valeurs traditionnelles des différentes composantes de sa population qui font son originalité. Ainsi les diolas, les mandingues, les Bainouk, les wolof, les manjack, les mancagnes, les peuls, les balantes, les soninké... y vivent en symbiose.

La région est fortement scolarisée et occupe la première place au niveau national avec un TBS de plus 100,7%. un TBS/filles de 94,2% et compte plus de quatre – vingt CEM à l'heure actuelle. Cependant la population de filles dans le Moyen et le Secondaire reste assez faible.

Le taux de scolarisation dans l'enseignement moyen, bien que le plus élevé au niveau national, n'échappe pas aux constats faits sur celui des régions concernant les disparités de genre. De 2003 à 2007, ce taux est passé respectivement de 56,5% à 79,3% pour les garçons ; de 35,5% à 62,7% pour les filles et d'un total de 46,8% à 71,4%.

Les sept (7) établissements concernés par les focus groups et l'administration des questionnaires sont :

IDEN de Ziguinchor : CEM de Nyassia (rural), CEM de Kénia (urbain) ;

IDEN de Bignona : CEM de Badiouré (rural), Arfang Bessire SONKO (urbain), Lycée de Koubanao (rural) ;

IDEN d'Oussouye : CEM de Siganar (rural), Aline Sitoé Diatta (urbain).

1-3-2 Les étapes de l'étude, les techniques de collecte de données et les cibles

La réalisation de l'étude sur les violences faites aux filles en milieu scolaire s'est faite en trois étapes basées sur les techniques suivantes de collecte de données : la revue documentaire, l'enquête sur le terrain et l'élaboration du document final consolidé.

■ **La revue documentaire** est réalisée dans sa plus grande partie entre le 03 et le 12 février 2008.

Dans un premier temps, elle a permis de répertorier des cas de « violences », actions et événements connus grâce à la presse et qui ont joué négativement sur la scolarisation des filles et leur maintien à l'école. Cette revue documentaire s'est surtout appesantie sur l'actualité à travers des coupures de presse reliées sous la forme d'un press book. Malgré l'abondance et la diversité des cas, le recensement est loin d'être exhaustif.

L'objectif consiste à éclairer l'observation du terrain pour se faire une idée des violences à l'encontre des filles. Le press book permet justement de voir, d'une façon générale, les différentes manifestations de ce que nous appelons « violences » et dont l'acceptation, peut être différente dans les formes déterminées, d'une société à une autre.

Dans un deuxième temps, la revue documentaire a permis de procéder à l'analyse d'un certain nombre de productions sur le sujet. Celles-ci sont relatives à des études ou thèses de doctorat sur les violences faites aux femmes et aux filles d'une manière générale, à des témoignages de victimes, à des initiatives et actions positives contre le phénomène.

Cette revue documentaire, notamment le press book, renseigne plus particulièrement sur la typologie des violences.

Cette typologie est confirmée et enrichie par les recherches sur le terrain qui intègrent plusieurs démarches.

■ **L'enquête terrain** est effectuée entre le 14 et le 26 avril 2008 suivant trois formats.

◆ **Les focus groups** (cf. outils en annexe)

Les focus portent surtout sur les violences sexuelles subies par les filles et les cas de pédophilie qui sont les points saillants de la typologie livrée par le press book. Les focus confirment la typologie préalablement établie à partir de la revue documentaire. Ils fournissent des éléments sociologiques du milieu à travers, entre autres, les représentations que les cibles se font du phénomène. Ils octroient des données « géostatistiques des risques » au plan spatial et temporel; permettent la collecte d'informations de façon directe auprès des cibles filles mais aussi de façon indirecte en interrogeant les parent(e)s, les enseignant(e)s et les autres acteurs sociaux.

Trois formats de focus sont réalisés en relation avec les différents groupes cibles :

- un focus group homogène filles (12 filles dont : 4 en 3^{ème}, 4 en 4^{ème}, 2 en 5^{ème} et 2 en 6^{ème} pour les collèges ; 4 en 2^{nde}, 4 en 1^{ère} et 4 en Tle pour le lycée) ;
- un focus group homogène parentes (10 à 12 femmes);
- un focus group hétérogène enseignant(e)s et parent(e)s d'élève répartis ainsi qu'il suit : 7 enseignant(e)s dont le chef d'établissement et 1 à 2 surveillant(e) et 4 parent(e)s d'élève).

Chaque format de focus est administré dans deux collèges (un rural et un urbain) au niveau de chaque département et un focus homogène filles est organisé dans un lycée de chaque académie.

Le total de focus organisé est de 19 par académie soit 76 dans les quatre académies.

Chaque focus est réalisé suivant un script spécifique, selon la cible (cf. outils en annexe) ;

◆ **Les questionnaires** (cf. outils en annexe)

L'objectif ici visé est la constitution d'une base de données statistiques qui révèle de façon concrète l'ampleur du phénomène ainsi que les fréquences des différentes formes de violences.

Les questionnaires conçus et testés sont adaptés aux objectifs définis dans le cadre de l'étude. Cette phase est très importante car sa mauvaise gestion pourrait affecter la qualité des données recueillies notamment en termes de fiabilité. C'est pourquoi la phase de sensibilisation des cibles et de mise en confiance quant à l'assurance formelle du respect de l'anonymat est capitale.

La quantification du phénomène part d'un sondage dont l'échantillon est pré défini.

La cible de ces questionnaires est constituée par les élèves (garçons et filles équitablement répartis), les enseignants, chefs d'établissement et surveillants.

- pour les questionnaires destinés aux élèves, 1440 fiches sont remplies à travers les quatre régions soit 360 par académie, 50 pour chacun des collèges sélectionnés et 60 pour chaque lycée.
- Le questionnaire destiné aux enseignants concerne un total de 240 professeurs (y compris des chefs d'établissement et des surveillants).

L'administration des questionnaires obéit à la même clé de répartition spatiale que les focus.

◆ **Les entretiens avec les institutions**

Les entretiens sont menés suivant une grille d'entretien dont les objectifs principaux sont:

- 1- d'identifier le mode de renseignement de ces institutions;
- 2- de s'informer sur la compétence de chaque institution en matière de prévention, de correction et/ou de suivi;
- 3- enfin, de collecter des données statistiques au niveau de chaque institution en vue d'observer l'évolution du phénomène sur la période allant de 2005 à 2007. (cf. outils en annexe)

Les entretiens sont précédés d'une correspondance officielle adressée au responsable de la structure. Il s'agit du:

- procureur du tribunal régional pour l'arbitrage juridique;
- chef du district sanitaire et du responsable de l'Inspection Médicale des Ecoles (IME) pour le suivi médical ;
- responsable du Centre Conseils pour Adolescents du département et chef-lieu de la région pour l'accompagnement psychosocial;
- de l'IA et de l'IDEN pour les aspects scolaires, qui dans certains cas deviennent sociaux.

Les différents outils utilisés dans le cadre de cette recherche terrain ont fait l'objet de partage et de validation au cours de la rencontre de l'équipe technique nationale tenue à Fatick le 25 mars dernier.

La démarche adoptée a permis de toucher, en tenant compte des diversités et des spécificités locales, une cible diversifiée et pré-identifiée au sein des collèges et dans l'environnement social et culturel des élèves. Les échantillons prélevés au sein de chaque région semblent suffisamment représentatifs.

La réalisation de l'enquête terrain a nécessité la mise sur pied d'une Équipe Technique Nationale (ETN) composée d'un représentant de chaque région cible et d'une équipe régionale. Cette dernière est composée du membre de l'ETN, d'un Inspecteur Vie Scolaire (IVS) responsable au plan régional de la conduite des activités de terrain et de trois relais (un relai par département).

L'ETN a tenu sa première rencontre à Ziguinchor les 15 et 16 février 2008 pour partager et valider les objectifs, la typologie des violences dégagées à partir du press book ainsi que la démarche de recherche.

La deuxième rencontre de l'ETN, tenue à Fatick le 25 mars 2008, a permis de stabiliser les outils de collecte de données, de s'accorder sur les missions de l'équipe régionale chargée de la planification et de l'administration de l'enquête sur le terrain.

L'articulation de l'enquête terrain aux focus groups organisés par l'équipe nationale de formation des chefs d'établissement dans le cadre de l'évaluation du module « Éthique et Déontologie » est bénéfique en ce qu'elle renforce la démarche sociologique.

■ **L'élaboration du rapport final** jusqu'au 20 juin 2008

Elle a été conditionnée par la mise à la disposition de la rédactrice, des données collectées sur le terrain. Celles d'ordre quantitatif ont fait l'objet d'un traitement informatique qui s'est étalé du 05 mai au 31 mai, du fait du retard accusé dans la réception des outils de certaines académies.

Les données qualitatives issues des focus et des entretiens avec les institutions ont fait l'objet de pré traitement et de rapports (un rapport général et un rapport synthétique) effectués par l'équipe régionale.

Plusieurs approches sont possibles dans le cadre de l'analyse des données; dont l'analyse différenciée pour chaque région puis une synthèse générale sur les quatre régions qui a été d'abord envisagée, mais du fait des risques de redondance dans l'interprétation des données d'une région à une autre, nous avons opté pour une entrée par les résultats en optant pour la démarche suivante :

- dans un premier temps, présenter les données quantitatives et les analyser;
- dans un deuxième temps, interpréter ces données quantitatives à la lumière de celles qualitatives;
- dans un troisième temps, dégager des pistes d'action à travers les recommandations et les propositions de solutions.

A chaque niveau, nous faisons ressortir les similitudes entre les régions et les spécificités de chacune.

1-3-3 Le traitement et l'exploitation des données statistiques

Un informaticien- statisticien a été commis pour la saisie, la constitution de la banque de données statistiques et le traitement. Le logiciel utilisé est le SPSS (Statical Package for the Social Sciences) DATA ENTRY 4.0. Les données ont été saisies à partir de masques de saisies ou de structures d'encodage conçus à partir de SPSS qui est un logiciel permettant de contrôler la saisie avec des règles de contrôle des contraintes puis transférées sous SPSS 12.5 pour être apurées avant les analyses proprement dites.

Le logiciel SPSS pour Windows est un puissant système de traitement et d'analyse de données. Il permet, à partir de données de n'importe quel type de fichiers, de réaliser des tableaux, des graphiques et des diagrammes pour visualiser les tendances et les distributions, calculer des statistiques descriptives ou effectuer des analyses plus complexes (à partir de Excel, D base, etc).

L'utilisation de SPSS repose, dans une très large mesure, sur trois types de fichiers liés au logiciel et tous accessibles à partir d'une même fenêtre : les fichiers de données, les fichiers de résultats et les fichiers de syntaxes.

L'analyse de l'ensemble des données est faite dans la partie II qui traite des résultats de l'enquête.

Dans une première sous partie les données quantitatives (données statistiques obtenues de l'exploitation des questionnaires) et qualitatives (des focus groups, des entretiens avec les institutions) sont analysées suivant une approche globale de détermination des réalités du terrain. L'objectif visé est de découvrir les formes de violences subies par les filles, leurs fréquences, les auteurs et les conséquences notamment en rapport avec le maintien des filles à l'école. Dans une deuxième sous partie sont analysées les causes identifiées par les différentes cibles tant à travers les questionnaires que les focus.

Les solutions préconisées sont surtout exploitées dans la partie III. qui est certainement la plus importante en termes de perspectives. Elle nous a permis de recenser les recommandations et les actions prioritaires tant pour faire face aux conséquences que pour prévenir les manifestations de ces violences.

Ces recommandations sont issues de l'interprétation des solutions préconisées tant dans les questionnaires que dans les rapports des focus et des entretiens.

Dans cette analyse, nous découvrons quelques limites des questionnaires mais ils sont pris en charge dans le cadre d'une documentation complémentaire.

L'avantage d'une telle approche est qu'elle permet de partir du concret et d'avoir, dans un premier temps, une large visibilité sur le phénomène et dans un deuxième temps, de dégager une stratégie transversale de lutte qui comprend des actions prioritaires communes à toutes les régions. Elle n'en considère pas moins certaines actions spécifiques en rapport avec les spécificités régionales. Elle facilite également la prise de décision tant au niveau central que local, la mise en œuvre des activités et leur suivi évaluation.

L'état des lieux dressé à partir de cette étude et les recommandations faites devront aboutir à des actions concrètes tant au sein des établissements qu'au niveau communautaire; à la redynamisation du dialogue intersectoriel en partant des inter relations amorcées grâce aux entretiens avec des chefs d'institutions relevant du Ministère de la santé, de la justice de la jeunesse, etc.

La méthodologie capitalisée dans le cadre de l'étude peut également servir dans le suivi évaluation de ces actions de remédiation et de lutte mais aussi dans une autre phase de l'étude qui permettrait de couvrir les autres régions du pays.

1-3-4 Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées dans la conception du press book sont, d'une part, l'impossibilité de consulter toutes les éditions de la presse écrite nationale et, d'autre part, les nombreux d'articles écartés pour mauvaise impression affectant la lisibilité du titre du journal, la date, le numéro et même le nom de l'auteur de l'article.

Dans la partie concernant le cadre théorique, il faut reconnaître qu'il y a beaucoup de productions sur les violences faites aux filles en milieu scolaire. Cependant elles sont issues de fora, de rencontres internationales, sous régionales, nationales et même locales, sous forme d'articles de presse mais avec un nombre réduit d'études à proprement parler. Une recherche documentaire s'en est donc suivie avec pour principale source l'Internet.

Dans la réalisation des enquêtes (focus, entretiens et administration des questionnaires), certaines équipes ont travaillé dans des conditions parfois difficiles. En effet, les questions revoyant à la sexualité sont un sujet tabou qui entraîne beaucoup de réticences de la part des enquêtés en général et des filles en particulier. Pour des raisons d'honneur familial et/ou de pudeur, le problème de disponibilité et d'accessibilité des données statistiques en rapport avec le sujet se pose au niveau de la plupart des institutions visitées soit parce qu'elles n'existent pas, soit parce qu'elles sont considérées comme hautement et strictement confidentielles. Dans l'académie de Fatick et celui de Kolda le Centre Conseils pour Adolescents n'existe pas ou n'est pas encore fonctionnel.

Dans la partie analyse des résultats, tous les outils utilisés dans l'enquête terrain n'ont pas été acheminés à temps notamment les supports des focus groups filles. Ces outils ont l'avantage de permettre la vérification des informations contenues dans les rapports mais aussi de compléter et clarifier certaines informations pas suffisamment explicites. Pour ce qui concerne les données des questionnaires, outre le fait que le fichier complet n'a pas été mis à disposition à temps, il y a que les solutions préconisées n'ont pas été traduites en chiffres.

1-4 CADRE THEORIQUE

L'Education Pour Tous (EPT) a fait l'objet de plusieurs rencontres internationales: la Conférence mondiale de Jomtien, du 5 au 9 mars 1990 en Thaïlande ; l'Assemblée Générale

des Nations Unies de 1994, proclamant la décennie 1995-2004 «Décennie des Nations Unies pour l'éducation aux droits de l'Homme » ; le Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar au Sénégal du 26 au 28 avril 2000 ; l'Assemblée Générale des nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) du 8 septembre 2000 ; l'Assemblée Générale des Nations Unies 2001 proclamant la décennie 2003-2012 « Décennie des Nations Unies pour l'Alphabétisation (DNUA) ; l'Assemblée Générale des Nations Unies 2004 adoptant le Programme mondial en faveur de l'éducation aux droits de l'Homme, etc. De même, la réactualisation annuelle du cadre d'action de Dakar contribue à l'affirmation d'une volonté politique réelle en faveur de l'EPT.

Dans le même temps, la question des violences à l'école entrave majeure à l'EPT et à la scolarisation des filles, ne bénéficie pas encore d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics. Ainsi, l'égalité des sexes à l'école reste un défi à relever notamment dès l'achèvement du cycle primaire. En effet, selon DGCID « Les disparités entre les sexes deviennent plus extrêmes dans l'enseignement secondaire et supérieur ». 2

Cependant, les violences faites aux filles en milieu scolaire ont fait l'objet de productions dont la plupart sont issues de rencontres et/ou conférences, d'actions de lutte et de soutien à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Ces études, actions de lutte et de soutien, sont généralement le fait d'organismes internationaux comme L'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education la Science et la Culture), l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance), l'UNIFEM (Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme), d'initiatives privées, d'organisations de la société civile comme Action Aid International, le Comité de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (CLVF), le Réseau Africain pour le Développement Intégré (RADI), le WILDAF/FeDDAF (Femmes Droits et Développement en Afrique) et de nombreuses ONG et associations intervenant tant sur le terrain de la défense des droits humains et sociaux, dans l'éducation, la santé, etc.

Cet état de fait est confirmé par Mafakha Touré qui dit : « ce problème des violences liées au genre en milieu scolaire reste tabou et fait l'objet d'une faible mobilisation politique même si les ONG tentent de susciter le débat et d'agir sur le terrain».

2. DGCID (2006), « Violences liées au genre en milieu scolaire en Afrique Subsaharienne » d'octobre, commanditée par Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement DGCID.

Ces violences, en elles-mêmes, sont généralement connues du grand public par voie de presse. Partant de la littérature produite sur la question, il paraît utile, dans cette revue documentaire synthétique, de procéder à :

- la clarification de certains concepts clé, en relation avec la typologie des violences dégagée à partir du press book;
- une classification de ces violences en fonction de leurs conséquences supposées sur la scolarisation des filles;
- une analyse de leurs manifestations dans le milieu scolaire.

Clarifications conceptuelles

Selon le Dictionnaire Universel Hachette Edicef, édition 2000, le mot violence, par son étymologie, est : « force brutale exercée contre quelqu'un ».

Bien qu'elle soit facile à reconnaître dans les faits, la violence est cependant difficile à définir. A l'occasion du séminaire atelier sur la violence en milieu scolaire organisé par le lycée Blaise Diagne de Dakar les 20, 21 et 22 mai 2008 à la maison de la culture Doutra Seck, la question de la « violence » a été abordée dans le cadre d'une approche multidisciplinaire qui a permis de faire ressortir divers points de vue, dont ceux du pédagogue, du psychiatre, du philosophe, du psychologue, du sociologue, du juriste, etc.

A titre d'exemples, le psychiatre Omar Sylla a opéré une nette distinction entre « la violence » qui relève d'un état fondamental et « les violences » traduisant des traits de comportement.

Quant au sociologue Lamine Ndiaye, chef du département de sociologie à l'UCAD, la violence, pour lui, est un acquis social : « On ne naît pas violent, on le devient » et c'est pourquoi « on n'est pas violent de la même manière d'un milieu à un autre ». C'est ce qui expliquerait la diversité des formes de violences. Son point de vue est partagé par le philosophe Ibrahima Sow de l'UCAD qui, pour définir la violence, procède par questionnement : « la violence est-elle un mode de communication ou un échec de la communication?... ». Du point de vue du psychologue, « ces traits de comportement » seraient une réaction face à une contrainte imposée par autrui.

Pour les pédagogues représentés ici par Alpha Diallo, proviseur du Lycée Blaise Diagne et l'Inspecteur Vie Scolaire (IVS) Alioune Ndiaye de l'IA de Dakar, les violences ont des causes aussi bien endogènes qu'exogènes. Cependant, ils jugent qu'il n'existe pas de déterminisme culturel ou social qui justifie les violences surtout en milieu scolaire. De leur point de vue, pour gérer ces violences scolaires, il faudrait donc agir sur les facteurs d'agressivité liés souvent au sentiment d'injustice intégré par les élèves.

Malgré la diversité des opinions, tous ont reconnu la variété des formes de violences tant du point de vue de leurs manifestations que de leur niveau de gravité.

Lorsque les violences en milieu scolaire atteignent un certain niveau de gravité telle que la séquestration, le crime (exemple de l'histoire de grossesse non désirée de Khosanto qui a abouti à un infanticide impliquant une élève et un chef d'établissement...), la justice intervient à l'école. C'est ce qui explique, du point de vue du juriste, l'absence de façon officielle d'une approche préventive des cas de violence dans ce cadre. Ces violences, dans leur diversité de formes et de manifestations, font de tous les acteurs du milieu scolaire des auteurs et des victimes potentiels.

Cependant, les filles semblent plus exposées à toutes les formes de violences qui se manifestent dans le milieu scolaire. Du fait de leur « nature de femme », elles sont confrontées à d'autres formes spécifiques liées exclusivement au genre.

Les violences de genre sont des agressions basées sur la nature d'homme ou de femme de la personne victime. Elles sont définies par le Rapport 2007 du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) comme étant une violence dirigée à l'encontre d'une personne, basée sur son sexe. « Entre autres, les violences basées sur le genre peuvent comprendre les violences sexuelles,...les abus psychologiques et émotifs, la prostitution forcée, le harcèlement sexuel et les pratiques traditionnelles néfastes à l'épanouissement sexuel (comme la mutilation génitale féminine, les mariages forcés...) ».

La définition de ces violences de genre, en fonction de l'orientation et des préoccupations des auteurs, présente des nuances.

Ainsi, selon la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993, tout acte « de violence dirigé contre le sexe féminin, et causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée », est considéré comme une violence de genre. Celle-ci, précise-t-on dans l'article 2, englobe : « les coups, les sévices sexuels infligés aux enfants de sexe féminin au foyer, les violences liées à la dot, le viol conjugal, les mutilations génitales et autres pratiques traditionnelles préjudiciables à la femme, la violence non conjugale et la violence liée à l'exploitation ».

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) définit la violence sexuelle comme « tout acte sexuel, toute tentative d'obtenir une faveur sexuelle, commentaires à caractère sexuel non recherchés, avances ou actes visant à faire trafic de la sexualité d'une personne, en utilisant la

coercition, des menaces ou la force physique, et commis par toute personne, indépendamment de sa relation avec la victime, où que cette violence se déroule ».

Le TPIY a émis la décision qu' : « une violence sexuelle peut constituer un crime contre l'humanité ».

En effet, parmi ces violences de genre, celles de nature sexuelle apparaissent les plus préoccupantes étant donné l'impact désastreux qu'elles ont sur la déperdition scolaire et au vue de l'enjeu que représente l'éducation des filles pour atteindre les objectifs de l'EPT.

La violence sexuelle est un concept multiforme. Elle est utilisée de façon englobante pour décrire toute violence physique ou psychologique commise par le biais d'une action sexuelle ou ciblant la sexualité.

Ainsi, la violence sexuelle comprend tout à la fois:

- le viol défini comme : « la pénétration sexuelle...dès lors que celle-ci a lieu sans le consentement de la victime ». (Rapport 2007 du TPIY).

Dans la même foulée, le rapport souligne le fait que « le viol est une attaque à l'intégrité physique de la femme..., une attaque contre son honneur, l'honneur de sa famille ou de sa communauté » ;

- le harcèlement sexuel qui signifie : « rapports sexuels sous contrainte, langages et gestes abusifs, avances sexuelles, attouchements, messages non désirés, actes diffamatoires (graffitis) »³

Ces violences dites sexuelles ont, sur la fille/femme, des conséquences graves au plan moral, psychologique, mental et même physique ;

- la violence psychologique, comme le mentionne l'Agence canadienne de santé publique dans son document (La violence psychologique, Aperçu du Centre National d'Information sur la violence dans la famille) (CNIVF) en ligne du 05 mai 2008 correspond à « la violence psychologique » ou encore « cruauté mentale » est un abus de pouvoir et de contrôle ... se manifestant sous diverses formes : rejeter, dégrader, terroriser, isoler, corrompre ou exploiter sexuellement la personne ... »

3. DRH/OIF (Juillet 2007), « Manuel De L'enseignant(e) Pour L'intégration De L'approche Genre Dans Le Système Educatif Sénégalais », Saly .

Dans le Manuel de L'enseignant(e) cité plus haut, les manifestations de la violence psychologique à l'école sont présentées comme : « La violence morale, psychologique comprenant: injures, attaques verbales, mépris (dus à l'âge, l'ethnie, la pauvreté, l'origine sociale), chahuts, moqueries... »

L' « Aperçu du Centre National d'Information sur la violence dans la famille) (CNIVF) » énumère un certain nombre de conséquences possibles de la violence psychologique sur l'enfant et l'adulte. Entre autres, nous pourrions citer: « dépression, repli sur soi, manque d'estime de soi, forte anxiété, rendements inférieurs aux potentialités... ».

Toutes ces définitions, du fait qu'elles ne font de restriction ni d'âge ni de lieu, incluent la violence qui a lieu dans les établissements scolaires et leur environnement.

Ces violences dont les filles sont surtout victimes dans le milieu scolaire consistent en un ensemble d'attitudes et de comportements causant des torts physiques, sexuels ou psychologiques qui mettent en jeu la dimension des rapports sociaux entre hommes et femmes et frappant particulièrement les filles.

Classification des violences

Dans le cadre de notre étude, la classification des violences sur la base du press book a constitué une phase préliminaire. A partir des quarante six (46) articles de ce press book, nous avons constaté un certain nombre de faits et dressé une typologie des violences faites aux filles en milieu scolaire.

Parmi ces constats nous mettons les suivants en exergue:

◆ la récurrence des violences sexuelles

Sur les 46 articles, les 40, soit plus de 86%, relèvent de violences sexuelles ou de harcèlement sexuel. Pourtant, dans notre société sénégalaise, les cas de violences sexuelles sont souvent étouffés du fait des tabous, de la pudeur et des questions d'honneur qui entourent tout ce qui se rapporte à la sexualité. Il y a donc de quoi se poser des questions sur l'ampleur réelle du phénomène.

Mais il faut noter qu'on rattache à ce groupe, les nombreux cas de grossesses non désirées des jeunes filles et de mariages précoces arrangés par le milieu familial;

◆ l'incrimination du personnel scolaire

Plus de 20% des cas de violences sexuelles collectés dans le press book mettent en cause un membre du personnel scolaire. Ce fait est bien illustré dans le quotidien national le Soleil. Ledit journal, à travers un document de six (6) pages dans l'édition en ligne du 31 janvier 2008 intitulé : « Viol, pédophilie, harcèlement sexuel, mariages et maternités précoces à l'école : Les racines du mal », dirigé par Daouda Mané, cite : « le meurtre de Katy Guèye... »;

◆ la variété des formes de violences

Les formes de violences varient d'une région à l'autre selon le contexte socio – culturel et l'éloignement des centres de décisions comme Dakar.

Du point de vue de la répartition spatiale des cas recensés dans le press book, la région de Kolda d'abord et de Tambacounda ensuite se particularisent avec plus de 80% des cas notamment en ce qui concerne les grossesses et mariages précoces.

Pour la région de Ziguinchor, l'un des deux articles recensés, traite d'avortement clandestin et le second se rapporte à la situation spécifique de la région connue sous le vocable euphémique de « crise casamançaise ». Il s'agit d'un élève tué accidentellement par balle. Même si dans l'article en question, il n'est pas fait cas du genre, dans les zones à conflit, les femmes et les enfants sont généralement les plus vulnérables. Il y règne une situation d'instabilité qui affecte, au-delà de la personne prise isolément, tout le système éducatif.

Quant à la région de Fatick, elle s'illustre comme pourvoyeuse d'employées de maison (bonnes). Dans bien des cas, il s'y pose trois problématiques liées : à la pauvreté, au travail des enfants et à la déperdition scolaire.

Ces constats invitent à opter pour une caractérisation des formes de violences identifiées à travers le press book par une typologie de la violence en lien avec le maintien des filles à l'école.

La typologie

La typologie adoptée est fonction des constats relevés plus haut en rapport avec l'hypothèse de récurrence de chaque forme.

- 1 - Les violences sexuelles ;
- 2 - Les mutilations génitales féminines (MGF), mariages et grossesses précoces;
- 3 - Les autres formes de violences : physiques, agressions verbales, intimidations, humiliations, violences psychologiques....

La phase terrain procède d'une vérification de ces constats et met l'accent sur les violences sexuelles.

Manifestations des violences dans le milieu scolaire

L'un des obstacles de l'étude sur les violences faites aux filles est le recensement de données statistiques tant sur les violences de manière générale que sur les violences faites aux filles en milieu scolaire de manière particulière.

Pour ce qui concerne les violences sexuelles, objet principal de notre étude, la dissimulation est généralement de rigueur. Connue sous le vocable de « soutoura », cette dissimulation est le fruit d'un d'attachement à la tradition, aux coutumes et/ou à l'honneur familial. Elle est parfois le fait des parents qui obligent leurs filles au silence soit parce qu'ils craignent d'être indexés comme déviant des normes de la société, soit parce que, du fait de la pauvreté, ils ont dû pousser celles-ci à une prostitution déguisée. C'est souvent pourquoi les filles ne parlent presque jamais des agressions dont elles sont victimes.

Les grossesses précoces et/ou non désirées, les mariages précoces et parfois forcés ou sous pression sont aussi les manifestations visibles des violences sexuelles dans le milieu scolaire.

Les mutilations génitales féminines (MGF), même si elles présentent des conséquences indirectes sur le maintien des filles à l'école, interviennent bien plus tôt, généralement à l'âge préscolaire ou tout au plus dans l'élémentaire.

Les infections sexuellement transmissibles peuvent également être notées comme d'autres types de conséquences visibles, même si elles le sont moins que les précédentes.

Par contre les autres formes de violences, qu'elles soient verbales ou psychologiques, sont généralement le fait des enseignants ou des membres du personnel d'encadrement. Quant aux agressions physiques, récurrentes dans les cycles moyen et secondaire, elles restent surtout l'œuvre des élèves garçons.

Dans tous les cas, les résultats de l'enquête sur le terrain se révèlent d'une importance capitale. Ils permettent, grâce à l'exploitation des questionnaires de disposer de données statistiques et de données qualitatives à travers les renseignements tirés des focus groups et des entretiens.

Ces données quantitatives ou qualitatives, en plus de nous renseigner sur les causes, les conséquences et les solutions à recommander, confirment ou infirment les hypothèses posées à partir du press book.

II PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DE L'ENQUETE

Les résultats obtenus dans le cadre de l'enquête terrain sont d'ordre quantitatif et qualitatif.

Les données quantitatives sont fournies par le traitement des questionnaires dont l'échantillon est présenté dans le tableau 1 ci-dessous. Elles constituent une banque de données statistiques annexées au rapport final. En fonction des objectifs, l'exploitant dispose donc d'un choix varié dont l'information pourrait servir plus tard, de point départ dans le cadre d'une activité de suivi évaluation.

Tableau 1 : Présentation de l'échantillon des questionnaires

Régions	Garçons			Enseignant(e)s			Filles		
	N	Age	Mariés	N	Age	Mariés	N	Age	Mariées
Fatick	185	16,45		63	37,73	34	180	16,15	2
Kolda	169	16,68		74	35,42	37	186	16,41	13
Tambacounda	182	16,71		58	33,31	38	185	16,53	12
Ziguinchor	179	16,61		70	39	35	180	16,61	6
Total échantillon	715	16,61		265	35,53	144	731	16,43	33

Parmi la cible enseignant, sur les 265 enquêtés, seules 40 sont des femmes, soit 15,2% de l'effectif total.

Figure 1 : Répartition de la cible fille par classe

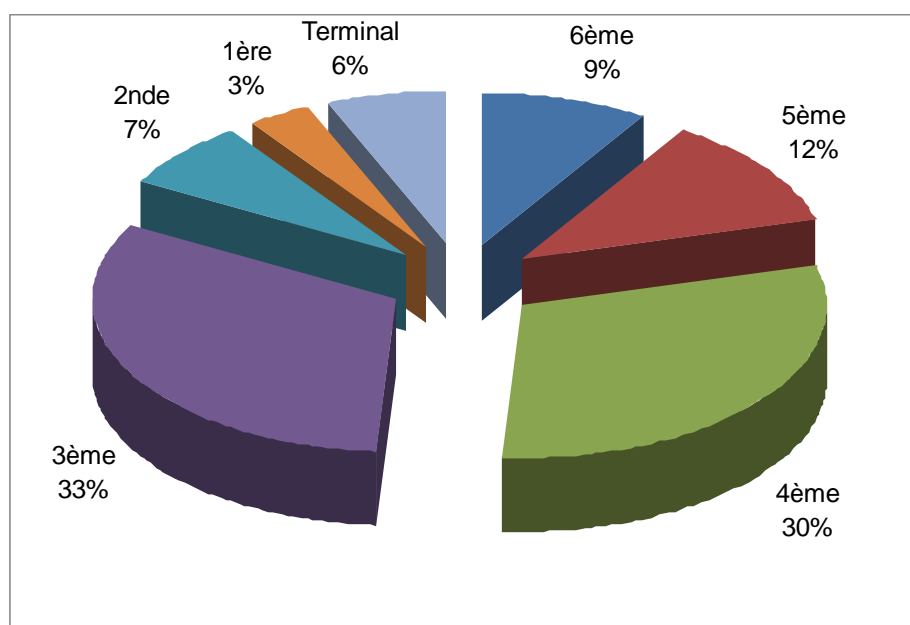


Tableau 2: Pourcentage de filles ayant ou non un enfant

Enf.	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide
oui	23	3,1	3,3
non	670	91,7	96,7
Total	693	94,8	100

A partir de cette présentation de l'échantillon ciblé par les questionnaires, nous pouvons dégager quelques constats :

- Les échantillons prévus pour l'administration des questionnaires ont été légèrement dépassés. Par exemple pour la cible enseignant, au lieu 60 questionnaires prévus par IA, 74, 70 et 63 ont été administrés respectivement à Kolda, Ziguinchor et Fatick. C'est seulement à Tambacounda que l'effectif de 60 n'a pas été atteint mais seulement de deux personnes par défaut. Pour la cible élèves, les 180 par IA ont été dépassés chez les filles à Kolda (186) et à Tambacounda (185) et chez les garçons à Fatick (185) et à Tambacounda (182). Par contre, le chiffre n'est pas atteint chez les garçons à Kolda (169) et à Ziguinchor (179). Au total, l'échantillon prévu a été dépassé de 31 fiches dans l'ensemble des régions cibles ;
- La jeunesse des enseignants est assez frappante avec une moyenne d'âge inférieure à 37 ans et comprise entre 22 et 60 ans, ce qui explique le nombre élevé de célibataires.

- Le fait qu'il n'y ait pas de garçons mariés contrairement aux filles alors que l'âge moyen des filles est même légèrement inférieur à celui des garçons.

Les données qualitatives quant à elles sont obtenues à partir des rapports des focus groups et des entretiens avec les institutions (cf. annexe). Elles sont utilisées dans l'analyse pour compléter, confirmer ou nuancer les tendances qui se dessinent à travers l'analyse des données statistiques.

Dans chaque sous partie de l'analyse des résultats, nous pourrions dégager des constats généraux, des similitudes et des spécificités par académie et/ou par zone (urbaine ou rurale) s'il y a lieu

II-1 LES FORMES DE VFMS, LES AUTEURS ET LES CONSEQUENCES

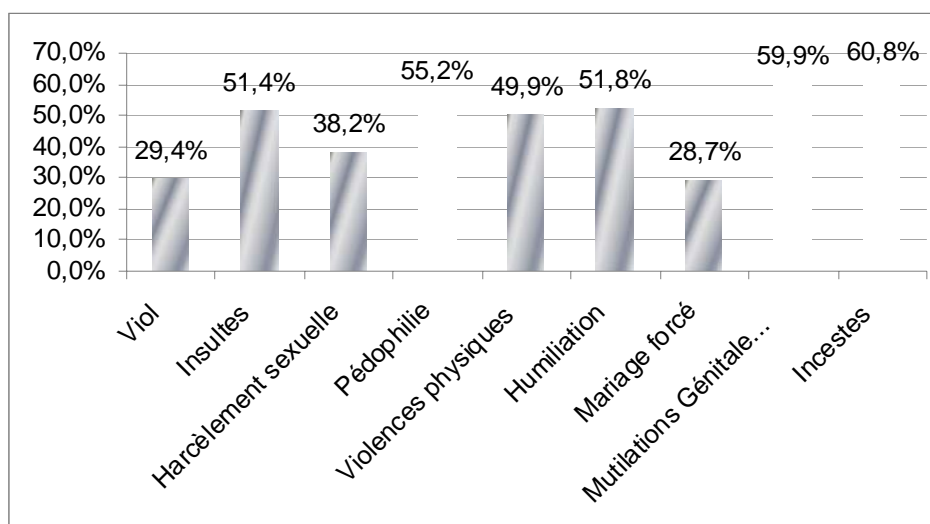
II-1-1 VFMS : LES FORMES ET LES AUTEURS

L'articulation faite ici entre les formes des violences et les auteurs de celles-ci est intentionnelle. Elle se justifie par le fait que les deux aspects sont imbriqués. Leur séparation pourrait nous amener à mettre l'accent plus que de besoin sur les auteurs avec des risques de stigmatisation de certains groupes particuliers. De plus, en fonction des auteurs, les violences, peuvent revêtir des aspects différents ou tout au moins nuancés. De même, la carte de dangerosité et le calendrier des violences qui sont fonction des formes de violences dépendent également des auteurs.

Les filles étant les principales concernées, leur avis sur le phénomène est prioritairement pris en compte.

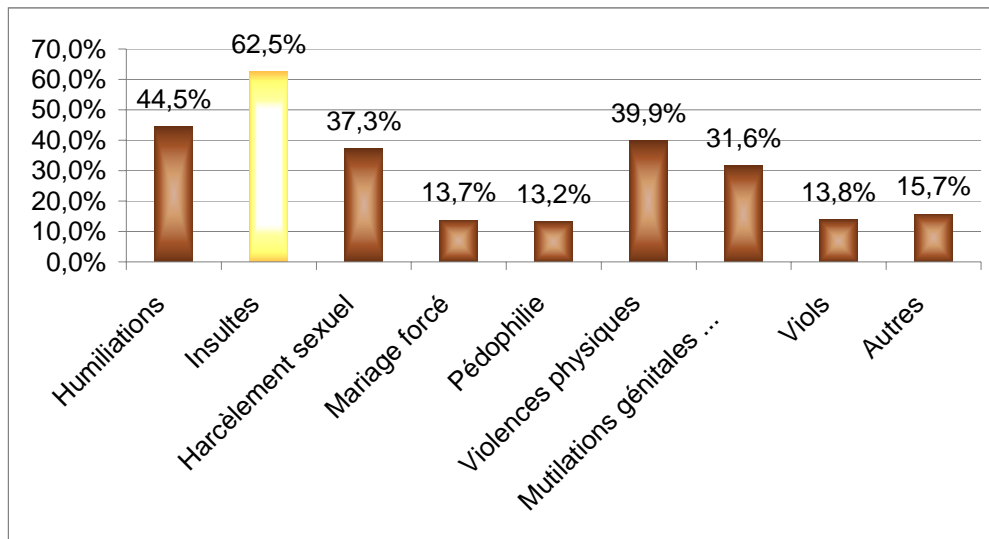
❖ LES FORMES DE VFMS

Figure 2 : Perception des violences faites aux filles en milieu scolaire



La **figure 2** ci-dessus nous montre les différentes formes de violences que les filles reconnaissent comme pouvant ou se manifester en milieu scolaire ou avoir un impact soit direct soit indirect sur leur processus de scolarisation. Ceci n'a encore rien à voir avec les faits dont elles ont été ou sont victimes, ou dont elles ont été témoins au sein de leur établissement (cf. **figure 3** ci-dessous).

Figures 3 : Témoignage des filles sur les types de violences subies



Les formes de violences que les filles déclarent subir dans l'espace de l'école et son environnement, telles que présentées par le diagramme (**fig. 3**), nous conduisent à plusieurs observations :

- Les filles sont effectivement victimes de violences dans le milieu scolaire ;
- les formes de violences identifiées sont diverses et à la fois verbales, psychologiques et physiques: les humiliations ; les insultes; le harcèlement sexuel, mariage forcé, pédophilie, mutilations génitales féminines, viols, qui sont des violences sexuelles ;
- les filles n'ont pas identifié les grossesses précoces, les grossesses non désirées et les travaux domestiques parmi les violences faites aux filles, à moins qu'elles ne soient sous entendues dans celles que nous identifions par autres ou encore comme les conséquences des violences sexuelles.

Les attouchements et les intimidations sont identifiés respectivement par les garçons et les enseignants (cf. **fig. 4** ci-dessous), et les travaux domestiques par les parentes dans les rapports des focus groups.

Les mutilations génitales féminines subies par les filles généralement à très bas âge sont considérées par ces dernières comme des VFMS.

Pour analyser la fréquence de ces différentes formes de violences, nous pouvons nous référer aux figures 3 et 4 représentant respectivement les fréquences définies par le vécu des filles elles-mêmes et les témoignages combinés des garçons et des enseignants.

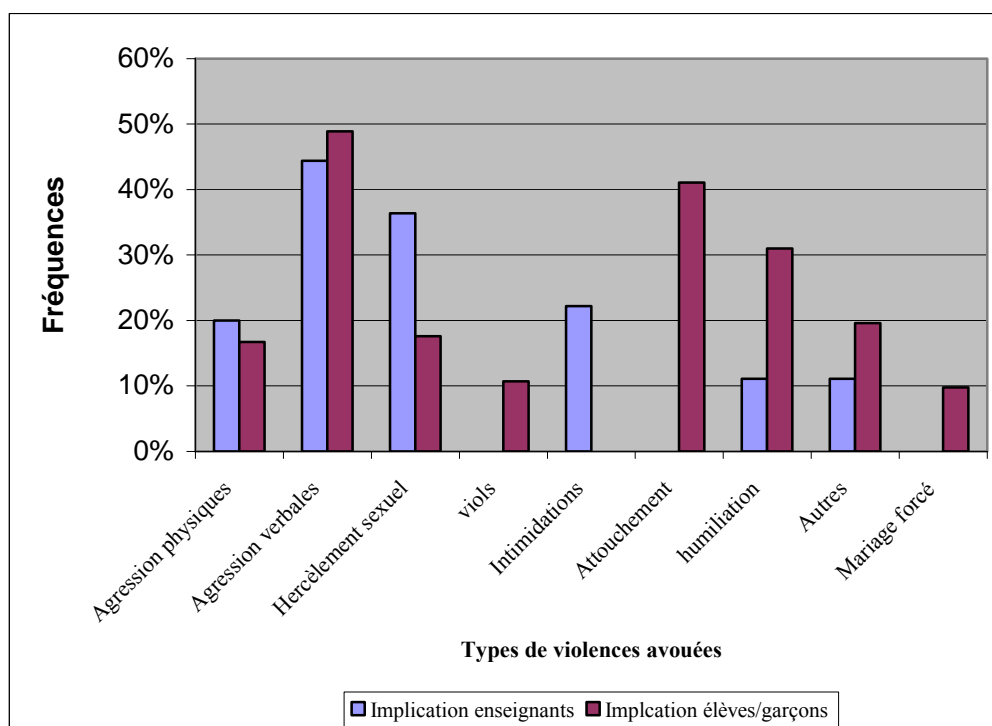
La **figure 3** fait apparaître les violences verbales comme les plus récurrentes notamment si l'on considère que la plupart des humiliations sont verbales. Ainsi, 408 filles sur un peu plus de 600, soit 62,5%, déclarent faire l'objet d'insultes et 294 soit 44,5% d'humiliations. C'est dire que les agressions verbales, surtout les insultes et les humiliations, malgré l'atteinte morale et psychologique sur la dignité de la personne sont des faits banalisés dans la société sénégalaise.

De même, 40% des filles interrogées soit 242 filles sur 731, déclarent avoir subi des violences physiques qui peuvent être interprétées comme l'ensemble des sévices et châtiments corporels tels les coups et mêmes les blessures portés contre le corps d'une fille.

Les violences sexuelles comprennent : le harcèlement sexuel qui touche 234 filles soit 37,3% des enquêtées ; le mariage forcé, 85 cas soit 13,7% ; la pédophilie, 85 cas de filles touchées soit 13,2% ; les mutilations génitales féminines 192 cas soit 31,6% ; le Viol, 81 filles atteintes soit 13,8%.

Les attouchements à propos desquels 275 garçons (soit 41,1%) se déclarent coupables et les intimidations dont se déclarent coupables seulement 2 enseignant(e)s sur plus de 200 interrogés, sont identifiés non par les filles mais respectivement par les garçons eux-mêmes et les enseignants. (cf. **figure 4** ci-dessous).

Figure 4 : Formes de violences et implication des enseignants et des garçons



Sur la figure 4 pourtant, les garçons se présentent eux-mêmes par rapport aux enseignants, comme auteurs en première ligne dans les VFMS.. En effet, les garçons apparaissent par rapport aux enseignants comme plus impliqués dans le harcèlement à l'égard des filles.

Cette typologie des VFMS est complétée par celle dressée à partir des focus groups aussi bien le focus homogène filles, homogène parentes d'élèves et le focus hétérogène enseignant(e)s/parent(e)s (Tableau 3) et les rapports des entretiens avec les institutions. Ainsi, aux niveaux des tribunaux régionaux, certaines formes sont répertoriées comme le détournement de mineures, l'attentat à la pudeur, le déni de paternité, les coups et blessures, etc.

Tableau 3: synthèse des focus : formes et auteurs des VFMS

FOCUS	TYPES DE VIOLENCES RENCONTREES	AUTEURS IDENTIFIES
Focus homogènes filles	Viol, harcèlement sexuel, attouchements, grossesses précoces et non désirées, mariages précoces, Chantages ou marchandage des notes, intimidations, violences physiques (bagarres), règles douloureuses avec complications liées à l’excision, pédophilie, violences verbales (injures)	Principal, enseignants, surveillants, élèves, éleveurs, commerçants, parents, tuteurs, militaires, commerçants, chômeurs, émigrés, tailleurs, parents, anciens élèves, délinquants, déséquilibrés mentaux, touristes, rebelles, autres adultes et vieux en dehors de l’école...
Focus homogènes parentes	Violences morales, violences physiques, excision, viol individuel, viol collectif, grossesse, achat de conscience, chantage, kidnapping, inceste, travaux pénibles ? pire forme de travail, exploitation, manque de moyen,	Educateurs, professeurs, enseignants, étudiants, tuteurs, autres adultes...
Focus hétérogènes staff ens. /parents	Violence verbale, Viol, mariage forcé, mariage précoce, excision, exclusion sociale, agressions corporelles, chantage financier, humiliation	Élèves garçons, commerçants des luuma (marchés hebdomadaires) tuteurs, enseignants...

Remarques générales :

- une bonne participation des femmes qui se sont senties concernées et même révoltées par le phénomène et souhaitent que des mesures idoines soient prises afin de maximiser les chances de réussite de leurs filles ;
- l’administration des établissements a bien organisé matériellement les focus d’une manière générale, et ont permis leur bon déroulement ;
- le fait qu’un professeur courtise son élève est inacceptable et cet acte doit être sévèrement puni pour dissuader tout le monde ;
- le thème d’étude a vraiment intéressé les femmes mais souhaitent que des mesures idoines puissent suivre afin de maximiser les chances de réussite de leurs filles ;
- des cas de viol ont été notés et certains auteurs s’en sont bien tirés par un règlement à l’amiable avec la famille de la victime, ce qui est jugé injuste par les femmes;
- certains pensent que cela est condamnable à tout point de vue, car l’école n’est pas le lieu de relations amoureuses ; d’autres le jugent tolérable si l’objectif du professeur est de marier la fille au lieu d’abuser d’elle ;
- à l’unanimité le fait qu’un professeur courtise son élève a été condamné, car en le faisant, l’enseignant perd son autorité et s’expose à des sanctions en cas de conséquences fâcheuses;
- dans les zones rurales, les conditions d’hébergement des filles issues des villages environnants les rendent plus vulnérables dans des conditions extrêmement difficiles pour un bon épanouissement socio éducatif ;
- malheureusement les filles ne dénoncent pas auprès de l’administration;
- les enseignants nient toute implication dans les violences sexuelles faites aux filles en milieu scolaire...

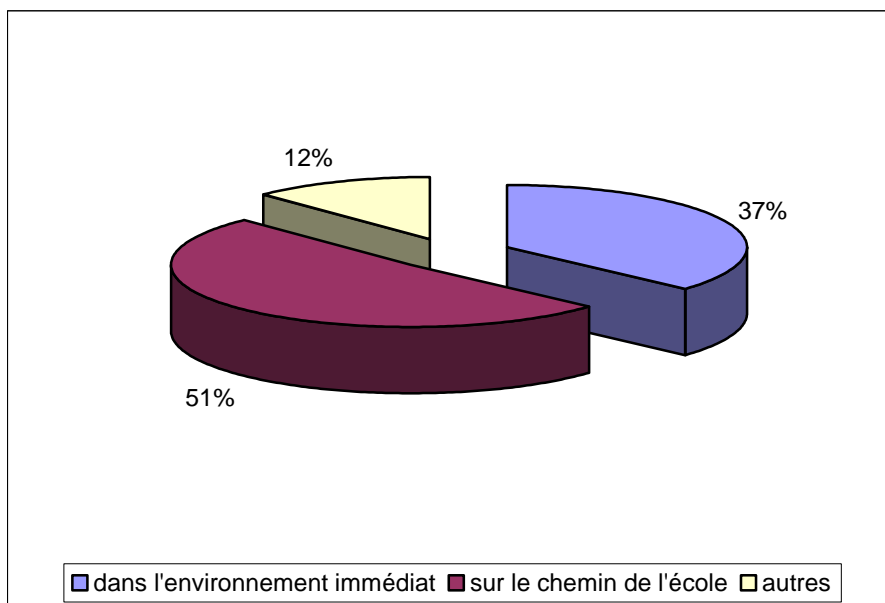
Ainsi, s'ajoutent aux violences identifiées à travers les questionnaires : le chantage sous toutes ses formes, les grossesses précoces et non désirées, l'achat de conscience, le kidnapping ou rapt, l'inceste, les travaux pénibles, les pires formes de travail des enfants, l'exploitation, le manque de moyens...

Le chantage est vécu par les filles d'après les rapports des focus groups homogènes filles comme une forme grave et récurrente de violence.

Pour la plupart des focus filles, le chantage est la forme de violence la plus déterminante dans le calendrier des violences. Il est source d'abus sexuels, d'intimidation et de toutes sortes d'humiliations. On peut même se rendre compte que la principale forme de violences dans l'enceinte de l'établissement est sexuelle avec des impacts psychologiques réels.

Les VFMS, mêmes celles impliquant les acteurs du milieu, n'ont pas toujours lieu dans l'enceinte de l'établissement ou dans l'environnement immédiat de l'école (cf. fig. 5 ci-dessous).

Figure 5 : Lieux des violences



Du point de vue des enseignants (figure 5 ci-dessus), la plupart des VFMS ont lieu sur le chemin de l'école. Mais nous constatons que 88% des violences dont les filles sont victimes ont lieu dans l'environnement immédiat ou sur le chemin de l'école et seulement 12% ailleurs.

Dans les focus groups filles, il a souvent été mentionné sur la carte de dangerosité, qu'une grande partie des agressions ont lieu sur le chemin de l'école, à l'aller mais surtout au retour, de l'école vers la maison, aux heures de descentes assez tardives et dans les zones de forêt (cf. tableau 4 ci-dessous), les filles courent souvent des risques d'agressions.

Tableau 4 : Récapitulation focus groups hom. Filles/ lieux des violences

Fatick	Kolda	Tambacounda	Ziguinchor
<p>A l'école : dans les toilettes, au niveau des couloirs, entre les salles de classe, la surveillance, sous les arbres, derrière les salles de classe;</p> <p>sur le chemin de l'école : au niveau des intersections du marché, sur le goudron, au niveau des arbres, au stade, au terrain de sport, à hauteur des forêts...</p>	<p>A l'école, dans les toilettes, au niveau des couloirs entre les salles de classe, dans les locaux de l'administration, loge du gardien;</p> <p>Sur le chemin de l'école : au niveau des intersections avec le marché, au niveau des arbres;</p> <p>A la maison, Au stade, terrain de sport et à hauteur des forêts, au marché...</p>	<p>Dans les toilettes, derrière les toilettes, les salles de classe, au terrain de gymnastique, dans la cour de récréation, en traversant les bois sur le chemin de l'école, en traversant le marché, chez les tuteurs...</p>	<p>Les filles subissent ces violences à l'école, sur le chemin de l'école et en dehors de l'école.</p>

Ainsi, dans l'enceinte de l'établissement, les toilettes, l'arrière des salles de classe, la cour de l'école, le chemin de l'école et même, ajoutent les parentes dans le rapport de Fatick, « partout où les filles sont en contacts avec les garçons/hommes ».

Certaines filles ont même indiqué le domicile familial comme un « point danger ». Ce qui confirme que les filles sont parfois victimes d'actes incestueux ; d'où l'identification des parents et des tuteurs comme des auteurs de VFMS. Celles-ci sont le plus souvent physiques, verbales mais parfois sexuelles.

Les violences sexuelles sont des actes souvent accompagnés d'intimidations et de menaces. Elles sont généralement le fruit de chantages auxquels les filles cèdent lorsqu'elles sont gagnées par la peur. Pour ce qui concerne les violences sexuelles aux alentours et au sein de l'établissement, il n'y a pas, d'après les filles, de lieux ou de dates spécifiques. Toutes les conditions environnementales favorables sont exploitées : manifestations socio culturelles dont les dates varient d'un établissement à un autre mais globalement organisées entre les mois de mars et avril (fosco), les soirées dansantes, les fêtes religieuses et les fêtes de fin d'année constituent autant d'occasions pour les garçons/hommes...

Lorsque le chantage subi par les filles au sein de l'établissement met en cause les personnels enseignant et administratif, il est souvent relatif à un marchandage des notes. La concrétisation a généralement lieu en dehors de l'école, exception faite des cours de renforcement, fortement décriés par les filles comme des occasions d'abus sexuel.

Tableau 5 : Récapitulation focus groups hom. Filles/calendrier des violences

Fatick	Kolda	Tambacounda	Ziguinchor
Pendant les manifestations culturelles, aux heures de descente, pendant les cours de renforcement, sorties de fin d'année, manifestations religieuses et sportives, semaine culturelle, soirée dansante, gamou et ziarra, pendant les fêtes de fin d'année et les grandes vacances, séances de lutte...	<p>Pendant les manifestations culturelles, aux heures de descente, pendant les cours de renforcement, périodes de composition, de remise des notes, semaine culturelle, soirée dansante, gamou et ziarra, pendant les fêtes de fin d'année et les grandes vacances...</p> <p>NB : - en milieu rural, la prolifération des Louma, des événements culturels comme les veillées nocturnes (Hîro), sont des circonstances privilégiées d'abus faits aux filles ;</p> <p>- en zone urbaine ce sont les sorties scolaires et les conditions d'organisation de cours de renforcements ou de manifestations scolaires(ex FOSCO) et extrascolaires (sorties et autres fêtes).</p>	Pendant les périodes de composition, à l'ouverture des classes, à l'approche des compositions, les veilles de fêtes, pendant les cours de renforcement, les cours particuliers, les fêtes de fin d'année, les semaines culturelles, soirée dansante, gamou et ziarra...	Aux heures de descente, période ouverture des classes, pendant les cours de renforcement , pendant les fêtes de fin d'année et les grandes vacances, les loumas, semaine culturelle, soirée dansante...

A travers le tableau 5, nous pouvons constater que même les activités de renforcement pédagogique sont incriminées dans le calendrier des violences.

Les chantages, d'après les focus homogènes filles (toujours tableau 5), ont leur calendrier spécifique qui tourne généralement autour de la période de remise des bulletins de notes, de composition, tant du premier que du second semestre.

• **LES AUTEURS**

Figure 6 : Auteurs fréquents de harcèlement sexuel selon les filles

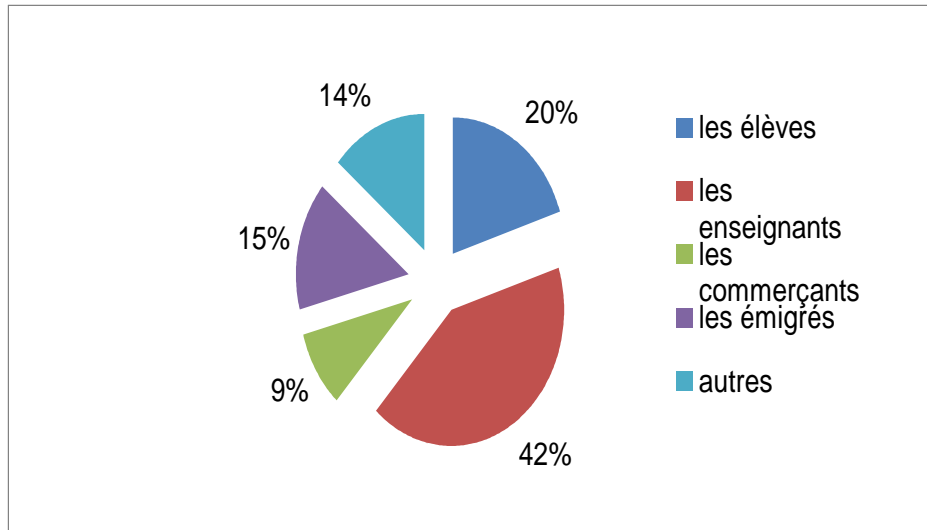
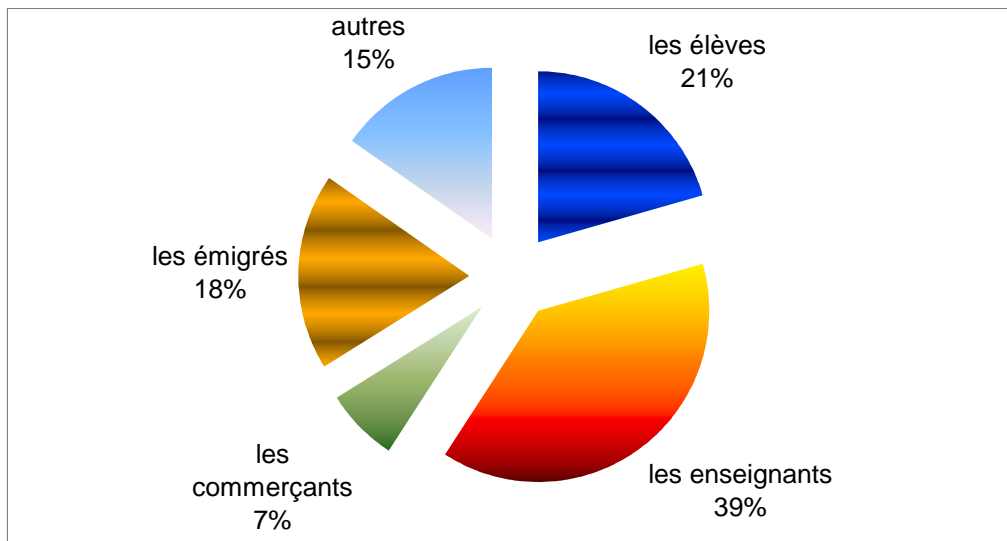


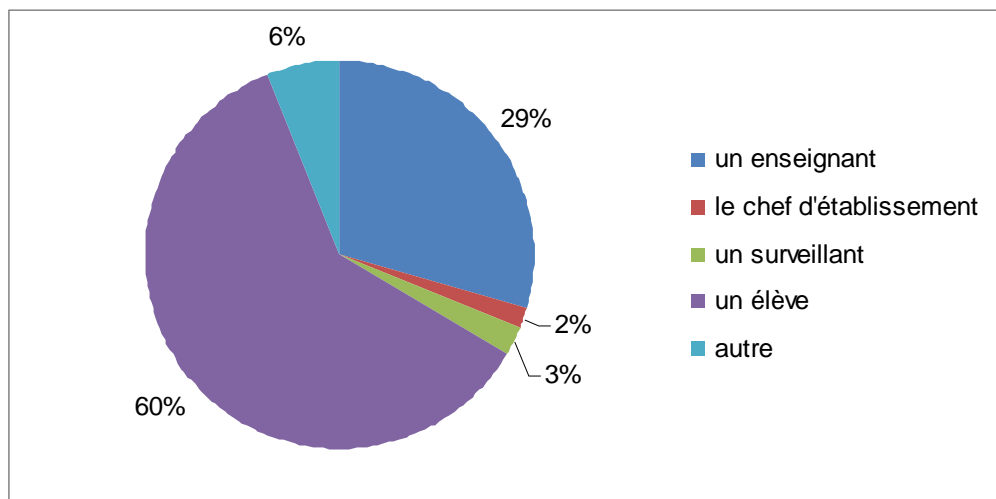
Figure 7 : Auteurs fréquents de harcèlement sexuel selon les garçons



A travers les **figures 5** et **6**, on remarque que, de l’avis des filles comme des garçons, les auteurs des violences en milieu scolaires sont approximativement à 60%, des acteurs du milieu à savoir les enseignants en première ligne avec 42% des cas selon les filles et 39% selon les garçons ; suivis des élèves garçons, responsables en moyenne de 20% des cas selon les filles et 21% selon les garçons eux-mêmes.

Les auteurs des violences faites aux filles à l'école et dans son environnement immédiat sont nombreux et variés. Les actes multiformes, au sein de l'établissement comme à l'extérieur sont susceptibles de toucher tous les acteurs de l'école mais celles qui affectent plus directement et exclusivement les filles, pèsent moralement plus lourds et engendrent des conséquences plus graves sur le maintien des filles à l'école.

Figure 8 : Auteurs des harcèlements subis à l'intérieur de l'école

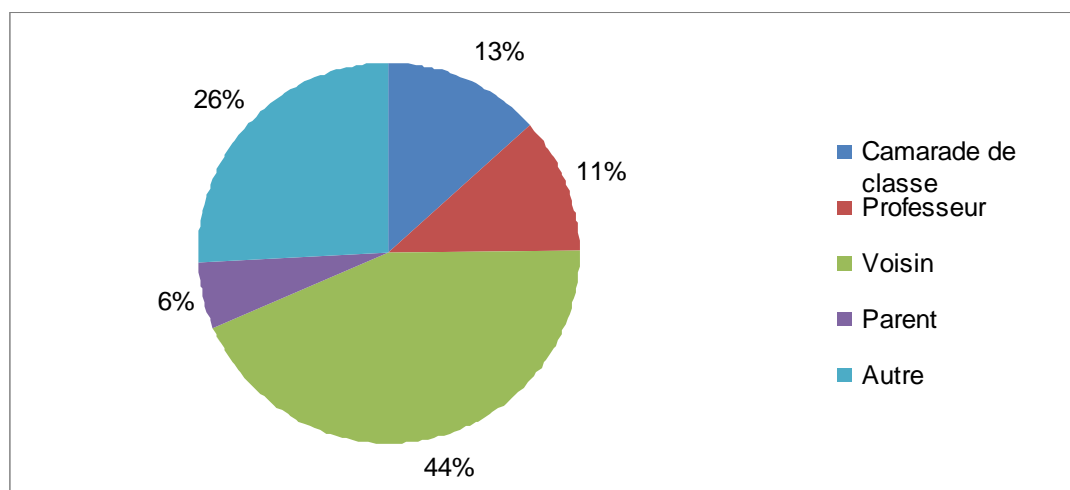


Ces chiffres sont confirmés par les filles elles-mêmes à travers la figure 8 ci-dessus et par l'ensemble des rapports de focus groups avec quelques variantes d'un établissement à un autre. Cependant, nous constatons à travers cette figure 8 que pour ce qui concerne le cas particulier du harcèlement sexuel, les élèves garçons sont particulièrement indexés.

Dans la synthèse générale des focus, nous retrouvons également comme principaux auteurs de violences les acteurs de l'école : enseignants, surveillants, les principaux et les élèves.

La forte implication des enseignants dans les cas de violences à l'encontre des filles à l'école, a suscité un débat et des oppositions de points de vue au sein des focus groups hétérogènes qui ont réuni les parent(e)s qui pointent un doigt accusateur sur les enseignants nient formellement, notamment dans les cas de VFMS à caractère sexuel.

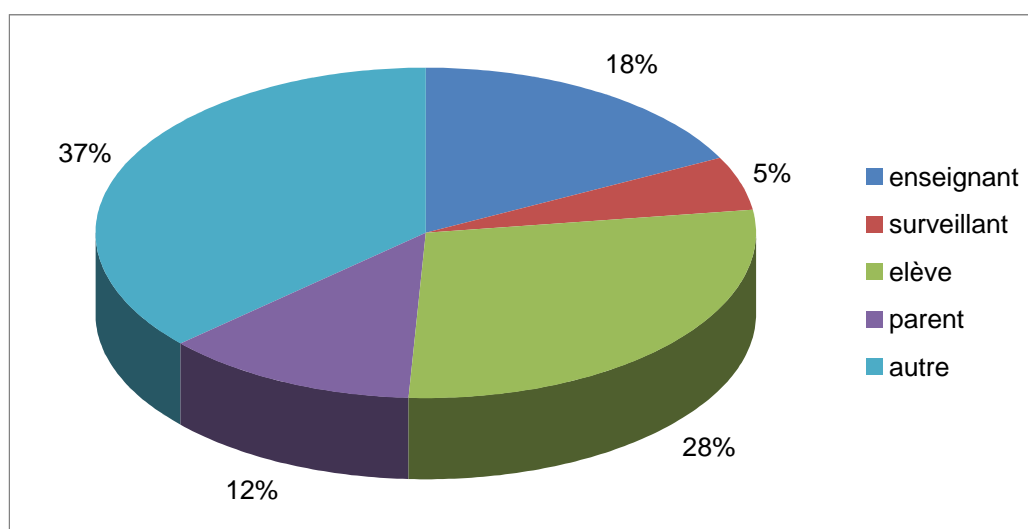
Figure 9 : Auteurs des harcèlements sexuels subis en dehors de l'école/filles



Dans l'environnement de l'école, c'est à dire sur le chemin aller et retour, dans les autres milieux de vie des filles, d'autres auteurs apparaissent (figures 7 et 9 ci-dessus). Selon le milieu, ils sont éleveurs (zone rurale surtout), commerçants, militaires ou rebelles (zone Kolda-Ziguinchor), émigrés, tailleurs, parents, anciens élèves, délinquants, déséquilibrés mentaux, touristes, chômeurs, autres adultes et vieux (auteurs de pédophilie).

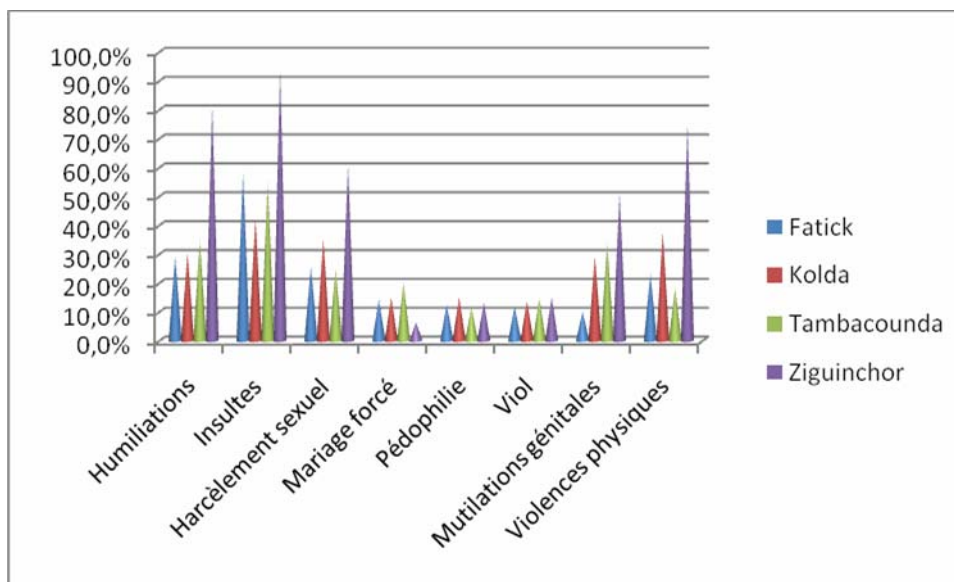
A la maison, les parents et les tuteurs sont également indexés comme auteurs de violences. Ils sont surtout incriminés par rapport aux travaux domestiques, aux agressions verbales et physiques. Dans plusieurs focus homogènes filles, des cas d'inceste ont été également signalés. Ce fait est confirmé par les filles à travers les questionnaires (cf. figure 10 ci-dessous), avec 12% des cas de viols attribués aux membres de la famille.

Figure 10 : Les auteurs de viol



Néanmoins on constate que la fréquence des violences varie en fonction d'une région à une autre. Ainsi, il existe des spécificités régionales et zonales dans les formes d'agressions.

Figure 11 : Violences faites aux filles par région académique



L'analyse de la figure 11 portant sur la spécificité des formes de violences par région académique montre une nette variation de fréquence des formes de violences en fonction de la localité. Ainsi, on constate que les violences verbales, physiques, le harcèlement sexuel tout comme les MGF sont plus récurrentes dans la région de Ziguinchor, suivie des régions de Tambacounda et de Kolda. Ces trois régions occupent la partie sud et est du pays et sont caractérisées par les mêmes interrelations sous régionales avec notamment la Gambie, la Guinée et la Guinée Bissau. Les mêmes peuples, les mêmes traditions et les mêmes pratiques culturelles y ont cours. Les MGF très récurrentes, les mariages et grossesses précoces ne sont pas ici considérées comme des violences mais plutôt comme des pratiques culturelles ancestrales très ancrées. De telles perceptions et pratiques requièrent une forte sensibilisation pour un changement radical des mentalités dans un contexte marqué par la prolifération des MST/SIDA.

Les MGF ont fait l'objet de prohibition par l'article 299 bis du code pénale (27 février 1999) qui a été le point de départ d'une vaste campagne de sensibilisation pour leur abandon. Il n'en demeure pas moins que la pratique, même clandestine, reste courante.

Il en est de même des mariages forcés et des grossesses précoces qui sont surtout le fait des régions de Tambacounda et de Kolda. On peut noter que le taux de mariages forcés est moins élevé pour Ziguinchor.

Par contre, pour ce qui concerne les autres types de violences précédemment citées, la prépondérance de leur fréquence dans la région de Ziguinchor peut s'expliquer par le conflit armé que connaît la région depuis 1992. En effet, les rebelles eux-mêmes sont identifiés par les filles à travers les focus groups, comme des auteurs de violences, dans la région de Ziguinchor, principalement, mais aussi de Kolda. Il est apparu également que les garçons/hommes reproduisent souvent dans la société les exemples du maquis. Il y a aussi que la situation de conflit accentue la vulnérabilité des femmes et des filles.

Concernant la région de Fatick (figure 11), on retrouve les mêmes types de VFMS mais avec une configuration différente. Les agressions verbales sont ici les plus récurrentes. Quant aux violences sexuelles notamment les MGF, elles sont presque absentes. Elles y sont pratiquées par une petite frange de la population. Cet état de fait est confirmé par les rapports de focus qui font apparaître pour la région de Fatck un autre type de violence, le travail des enfants.

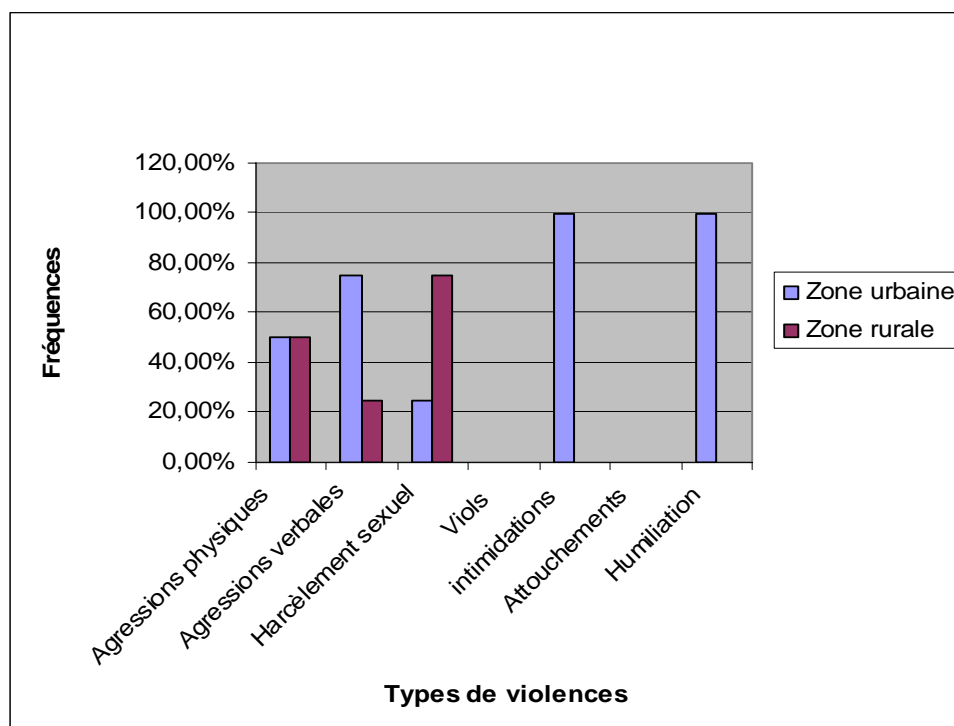
Tableau 6: Synthèse des focus : formes de VFMS par académie

REGION/FOCUS	Fatick	Kolda	Tambacounda	Ziguinchor
Focus homogènes filles	Harcèlement sexuel, attouchements, chantage, intimidation, humiliation, bastonnades, travaux domestiques...	Viol, harcèlement sexuel, Grossesses précoces et non désirées, mariages précoces, Chantages ou marchandage des notes, intimidations, violences physiques (bagarres), pédophilie, violences verbales (injures)	Menaces, insultes, chantage, harcèlement, bastonnade, attouchements, mariages forcés, excision, kidnapping, pédophilie, grossesses non désirées,	Harcèlement sexuel, viol, bastonnade, Humiliations, Insulte, MGF, Attouchements, Menaces, grossesses précoces, mariages forcés
Focus homogènes parentes	Travaux pénibles, mariages précoces, harcèlement sexuel ...	Violences morales, Violences, physiques, excision, viol individuel, viol collectif, grossesse, achat de conscience, chantage...	Viol, inceste, chantage, Harcèlement, bastonnade, violences verbales, mariages forcés, Excision, grossesses non désirées...	Viol, viol collectif, harcèlement sexuel, grossesse précoce, intimidation, insulte, inceste, attouchement, mariage forcé...

Focus hétérogènes staff ens. /parents	Agressions physiques, verbales et sexuelles	Violence verbale, Viol, mariage forcé, mariage précoce, excision, exclusion sociale, agressions corporelles, chantage financier, humiliation...	Harcèlement, injures, intimidations, mariage forcé...	Intimidations, harcèlement sexuel, viol, mariages précoces, bastonnades, discrimination...
--	---	---	---	--

On note également des spécificités, zonales.

Figure 12 : VFMS en fonction de la zone



La figure 12 ci-dessus montre un même niveau de fréquence des agressions physiques (45%) en zone urbaine et en zone rurale, des agressions verbales qui sont plus l’apanage de la zone urbaine (75%) que de la zone rurale (22%).

De plus si les intimidations et les humiliations font l’exclusivité de la zone urbaine, les violences sexuelles, notamment le harcèlement, sont plus fréquents en zone rurale avec 75% contre 22% pour la zone urbaine.

Tableau 7: Statut matrimonial des filles en fonction de la zone

Elèves mariées	zone urbaine	zone rurale	
Oui	5,8%	3,9%	4,8%
Non	94,2%	96,1%	95,2%
Total	100%	100%	100%

On constate que le taux d'élèves filles mariées est plus élevé en zone urbaine (5,8%) qu'en zone rurale (3,9%). Ainsi, pour la région de Kolda, il est déclaré dans le rapport général des focus groups que « Les filles sont dans tous les établissements scolaires visités victimes d'abus d'autorité, de pressions et d'envahissement » avec une nuance d'approche entre zone rurale et zone urbaine. « En milieu urbain, les agressions sexuelles ont pour mode opératoire les chantages tandis que les cas de viol relatés sont surtout commis en zone rurale ». Quant aux mariages forcés, ils « persistent beaucoup plus dans les villages que dans les villes ».

De même, le niveau d'instruction des parents influe sur le taux de tentatives de mariage forcé, donc sur les risques de mariage précoce des filles et sur leur maintien à l'école (cf. tableau 8) ci-dessous.

Tableau 8 : Tentative de mariage forcé et niveau d'instruction des parents

Niv. d'instr.	aucun/analphabète	arabe/coranique	primaire	secondaire	Universitaire
Père	15,2%	19,5%	15,4%	9,5%	10,7%
Mère	15,4%	23,2%	5,6%	13,7%	4,5%

Cependant, selon les données du tableau 8 ci dessous, 55% des filles déclarent être, par leur refus, à l'origine de l'échec de la tentative du mariage forcé.

Tableau 9 : Les raisons de l'échec de la tentative de mariage forcé

Raisons de l'échec	Fréquence	Pourcentage
Opposition des parents	19	21,8
Votre propre opposition	48	55,2
Interventions extérieures	6	6,9
Influence des amis	3	3,4
Autres	11	12,6
Total	87	100

II-1-2 LES CONSEQUENCES DES VFMS

Tableau 10 : Récapitulation focus groups/Conséquences

Fatick	Kolda	Tambacounda	Ziguinchor
Grossesses non désirées, les mariages précoces, l'abandon des études, l'exclusion scolaire, exclusion sociale, exode rural.	Les grossesses précoces et/ou non désirées sont les conséquences les plus visibles des actes de violences, les cas d'abandons sont importants liés pour la plupart aux mariages précoces, les infections sexuellement transmissibles, la déception des parents qui face au nombre important de grossesses en milieu scolaire.	Frein aux études, grossesses précoces, grossesses non désirées, difficultés à trouver un mari après un viol, manque de concentration en classe, division au sein de la famille en cas de grossesse, baisse des performances scolaires (redoublement, abandon, exclusion), Baisse du taux de fréquentation scolaire (absences), manque de concentration en classe...	L'abandon des études, les grossesses précoces, les mauvais résultats scolaires, la vulnérabilité face aux MST, la prostitution clandestine, le stress...

Les conséquences des VFMS sont multiformes à l'image des violences elles-mêmes. Cependant elles sont difficilement quantifiables.

Il est important de retenir qu'il n'y a pas de corrélation systématique entre la récurrence d'une violence et sa gravité ; les moins récurrentes pouvant être de manière exponentielle plus désastreuses pour la scolarisation des filles.

Les conséquences des VFMS peuvent être situées à plusieurs niveaux. Cependant, qu'il s'agisse d'agressions physiques ou verbales, de harcèlement sexuel ou autre, chaque type de violence a les mêmes effets sur la fille quelque soit la région ou la zone.

De l'avis des filles elles-mêmes, à travers les observations commentées des focus groups, les conséquences les plus graves en termes d'aggravation de leur vulnérabilité et de la compromission de leur maintien à l'école sont liées aux violences sexuelles, du fait qu'elles affectent l'être dans son intégralité et son intégrité physique, morale et psychologique. Les mariages et grossesses précoces et non désirées sont du lot des conséquences les plus visibles des violences sexuelles, telles le viol, les abus sexuels, l'inceste.

Si elles ne sont plus source d'exclusion scolaire depuis la note circulaire N°004379 du 11 octobre 2007 par laquelle il est permis à l'élève fille-mère de reprendre sa scolarité, les grossesses précoces et ou non désirées réduisent, malgré tout, l'attention des filles, leur disponibilité et leurs performances dans les apprentissages.

Ainsi, sur un effectif de 693, tableau 8 ci-dessous, 23 sont mères soit 3,3% des filles enquêtées.

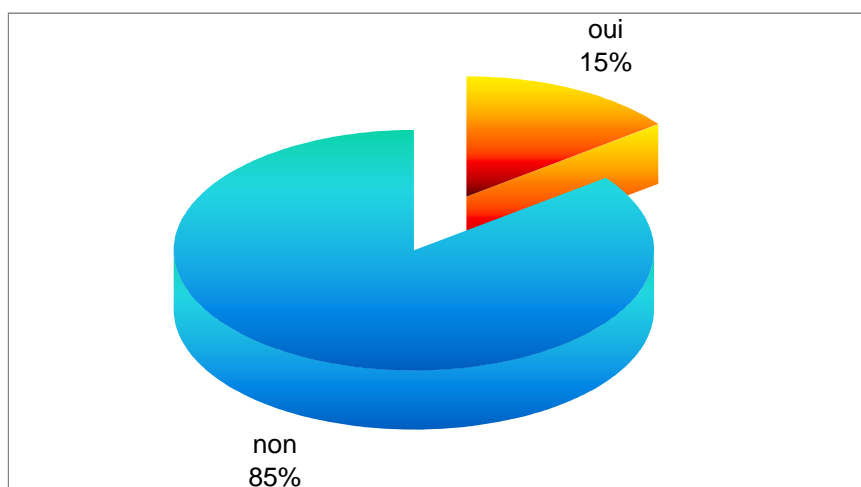
Tableau 11 : le nombre de filles ayant non un ou des enfants

Elève- mère	Fréquence	Pourcentage valide
oui	23	3,3
non	670	96,7
Total	693	100

Les grossesses précoces engendrent à leur tour d'autres conséquences directes tels les mariages précoces et les mariages forcés et donc les abandons scolaires.

Dans nos sociétés, la famille occupe une place très importante. Ainsi l'honneur familial semble plus protégé que les membres, fussent-ils des enfants, des filles en particulier. Cet honneur familial passe avant la promotion de l'avenir scolaire de la fille. Dans ce cas, la fille peut être donnée en mariage dès la première grossesse si elle n'est pas tout bonnement exclue de la cellule familiale. Par mesure préventive, des filles sont privées par leurs parents de l'accès à l'école et données en mariage avant leur majorité.

Figure 13 : Taux de filles ayant déjà connu un mariage forcé



Selon la figure 13, 15% des filles interrogées ont déjà connu un mariage forcé. D'ailleurs, comme nous le verrons dans la troisième partie, les solutions préventives préconisées dans certains focus homogènes parentes de la région de Kolda consistent « à marier très tôt les filles » pour éviter les grossesses non désirées.

La sensibilité à l'honneur familial accentue la pression psychologique sur les filles porteuses de grossesses non désirées et pousse un grand nombre d'entre elles au suicide.

Les grossesses précoces comme forme et comme conséquences de violences sexuelles sont très souvent cause de problèmes de santé dont les plus graves sont la fistule obstétricale (provoquée par un accouchement précoce), la morbidité et le décès.

Les violences sexuelles en général ont aussi des conséquences sur la santé de la fille du fait qu'elles entraînent des traumatismes psychologiques et accentuent la vulnérabilité face aux IST dont le VIH/SIDA.

A travers des campagnes de dépistage réalisées dans certaines régions, l'existence de la prévalence scolaire des IST s'est avérée. Cependant, le taux et l'origine ne sont pas déterminés, les campagnes n'ayant pas eu comme cible directe les écoles mais plutôt les quartiers.

Qu'elles aient occasionné ou non une contamination aux MST, les grossesses non désirées et/ou précoces et les violences sexuelles sont à l'origine de multiples écueils dans la vie de la fille.

Parmi les conséquences les moins visibles des violences sexuelles figurent celles provoquées par le chantage et le harcèlement qui sont des violences sexuelles de la catégorie des violences

symboliques. Ces violences dites symboliques peuvent être sexuelles et les filles les font ressortir souvent de manière inconsciente par des expressions subites tel : « le regard ! ». Elles se manifestent également à travers les appréciations sur les copies des élèves par des expressions démotivantes telles : « nul (le) ! », « paresseux – (euse) »... De plus, il est fréquent qu'un enseignant, pour humilier un garçon, lance des phrases qui indirectement atteignent de façon blessante toutes les filles de la classe « même les filles sont plus... ». Ces actes et paroles qui font plus référence à des jugements de valeurs humaines ont des conséquences incommensurables sur la psychologie de la fille en ce qu'ils limitent son ambition, bloquent l'appréciation positive de ses caractéristiques propres et la consolidation de la certitude et de la confiance qu'elle est en droit d'avoir d'elle-même.

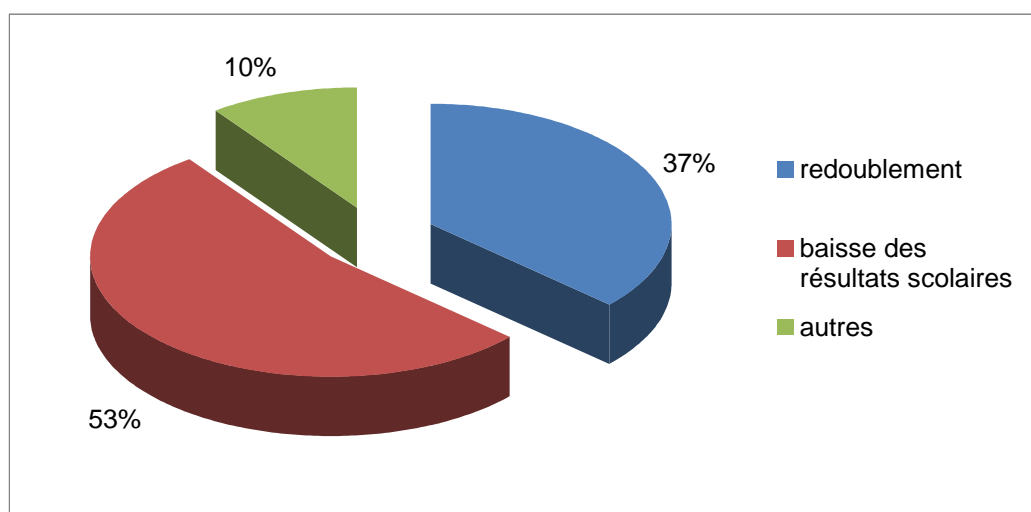
Ces formes de violences dites symboliques, qu'elles soient sexuelles ou non, sont percutantes et « persécutantes » et parmi les plus lâches car elles ne laissent pas de traces mais un marquage moral et psychologique indélébile

Les conséquences de ces violences au niveau pédagogique ou éducatif d'une manière générale, en plus de ternir l'image de l'école au sein de la communauté, ont des impacts avérés sur le maintien des filles à l'école.

Lorsque la fille refuse de céder aux avances et au chantage des mâles, les conséquences sont souvent la peur des sanctions par de mauvaises notes, les intimidations, les humiliations et la peur même d'aller à l'école.

Que la fille cède aux avances et aux chantages ou pas, les contraintes provoquent chez elle le stress qui réduit ses performances scolaires, la conduisent au dégoût, à l'échec, et en définitive à l'abandon de l'école (cf. figure 14 ci-dessous).

Figure 14 : Conséquence du viol sur les filles



L'analyse de la figure 14 nous fait considérer qu'il ne serait pas exagéré de dire que toutes les violences sexuelles ont un impact négatif sur le maintien des filles à l'école.

La gravité de l'acte peut être accentuée par le lien de la personne avec la fille et en fonction de l'âge de celle-ci. Il est légitime de considérer les faits comme aussi scandaleux, immoraux voire criminels à la hauteur de l'acte incestueux, dès que l'enseignant, le principal ou le surveillant est le mis cause. Au-delà de l'abus d'autorité dont il est coupable et qui est punissable selon le code pénal dans son article 178, paragraphe quatre, il y a atteinte aux droits de l'enfant et violation de l'article 3 bis de la loi d'orientation de l'Éducation nationale n° 91-22 du 16 février 1991 qui stipule que : « la scolarité est obligatoire pour tous les enfants des deux sexes âgés de 6 à 16 ans ».

La fille qui a marchandé sa réussite à force de chantage est marquée de façon définitive sur le plan moral et psychologique et blessée dans sa dignité de femme même lorsqu'elle parvient à une promotion sociale et économique. Elle court le risque de perdre l'estime de soi et en toute circonstance, elle a tendance à se sous estimer et à intérioriser un fort complexe d'infériorité. Nos développements sont loin de conclure que les violences faites aux filles en milieu scolaire sont le fait exclusif des acteurs de l'école. Ils attirent juste l'attention sur la considération qu'un seul cas de violence sexuelle mettant en cause un enseignant, donc un éducateur sur son élève « est un cas de trop ».

L'objectif ici visé n'est donc pas de rechercher des coupables à dénigrer encore moins de stigmatiser un groupe mais plutôt de parvenir, au sein d'une institution, partenaires et/ou acteurs de l'école, à reconnaître que le phénomène atteint une ampleur inquiétante au point de miner les efforts et les investissements tant de l'Etat que des parent(e)s.

A la lumière de ces résultats, nous pouvons à priori conclure que les formes de VFM sont multiples, les auteurs nombreux, les origines diverses et les conséquences souvent très graves. Ces faits, dégradants pour l'être humain en général et pour la fille en particulier, ont des causes multiples et profondes, à la fois au plan social comme individuel et traduisent un malaise ou un dysfonctionnement à plusieurs niveaux.

II-2 LES CAUSES DES VFMS

Tableau 12 : Récapitulation focus/causes

FOCUS/ REGIONS	FATICK	KOLDA	TAMBACOUNDA	ZIGUINCHOR
Focus homogènes filles	Pauvreté, tenues sexy, jeunesse des enseignants, démission des parents	Pauvreté, cherté des fournitures scolaires, effet de la mode, attitudes et habillements des filles, manque d'éducation sexuelle, démission des parents, fascination par les enseignants, influence de la télévision.	L'insécurité sur certains endroits menant au collège, la jeunesse du corps enseignant, la pauvreté, les vêtements très extravertis de certaines filles, la jalousie développée par les parents.	La pauvreté, la démission des parents, l'habillement sexy des jeunes filles, les facteurs socioculturels.
Focus homogènes parentes	Pesanteurs socioculturelles, situation économique, ignorance des filles des dangers encourus, précocité de la vie sexuelle des élèves, influence des medias (Internet, films, articles...)	Recherche de gain immédiat par les filles, prolifération de la pornographie, manque de moyens de certaines familles, démission des parents, ...manque d'éducation, mauvaise foi des parents, manque de conscience professionnelle de certains enseignants, état civil douteux, manifestations festives vacances et les fosco, foureul, hiro (veillées nocturnes), l'insécurité sur certains endroits manant au collège, l'avènement du téléphone portable.	La pauvreté, Le port vestimentaire extraverti de certaines filles, le manque de vigilance de certains parents au niveau du contrôle de l'habillement des filles.	La pauvreté, l'ignorance, l'absence de communication entre mères et filles ; les notes, l'argent et les biens matériels qu'on fait miroiter aux jeunes filles.

Focus hétérogènes staffs /parents	Pertes de valeurs sociales, influence de la télé, du portable et du net.	Télévision, manque d'éducation, pauvreté, jeunesse des enseignants, absence de formation des enseignants, libertinage des filles, club Education à la vie familiale non fonctionnel.	Le manque d'expérience, l'ignorance, l'habillement indécent, la crise d'adolescence, les pulsions à la puberté, les coutumes, les mauvaises fréquentations, la démission des parents, le manque de surveillance, la Pauvreté, les réalités socioculturelles.	La pauvreté, l'agression des filles à travers leurs tenues sexy, le manque de formation des enseignants, la démission de certains parents, le manque d'information de la communauté.
--	--	--	--	--

D'après la synthèse des rapports des focus groups (Tableau 12), les causes sont en fait d'une grande complexité.

Ce tableau, à travers lequel les causes des VFMS sont présentées par académie, nous montre à première vue un agrégat de faits et de perceptions des causes des VFMS sur lesquels nous pouvons faire les constats suivants :

- les violences à l'école ont des causes multiples et diverses avec des responsabilités partagées entre l'institution, les filles et l'environnement social des élèves ;
- les causes sont à la fois endogènes, c'est-à-dire dont les origines se trouvent dans l'école elle-même, mais aussi exogènes c'est-à-dire des manifestations qui peuvent s'observer dans l'espace scolaire mais dont l'origine est extérieure à l'école ;
- les causes les plus récurrentes, identifiées par la quasi totalité des focus groups, sont liées à la pauvreté, à des représentations socioculturelles sur la femme et la fille ou encore structurelles (éloignement et enclavement) et pédagogiques.

La pauvreté est la première cause de violences identifiée par l'ensemble des focus comme nous pouvons l'observer à travers le tableau 12. Elle est transversale aux aspects sociologiques, économiques et environnementaux. Elle est donc un déterminant fort sur les autres causes de VFMS, qu'elles soient exogènes ou endogènes.

La pauvreté est exprimée dans le tableau 12 par les euphémismes « situation économique » sous-entendue défavorable, ou par « manque de moyens ». Cette pauvreté vécue par la

plupart des familles dans les quatre régions cibles de notre étude n'est que le reflet de la situation générale de sous développement du Sénégal.

La notion de développement a évolué au long des siècles et s'est humanisée à partir des années 1980, intégrant à la fois l'économie (viable), l'écologie et la nature (vivables), le social et le culturel (équitable).

Cela explique son appellation actuelle de développement intégral ou de développement durable. Les composantes clé pour garantir ce développement intégral durable est à la fois l'économie, le social, le culturel, l'environnement et le genre.

La situation économique globale du pays est très défavorable en termes de richesses naturelles, de système performant de production (dominé par une agriculture de subsistance), de rythme de croissance des investissements et d'accumulation de capitaux (une dette extérieure très lourde) à l'image des autres pays en voie de développement.

En plus de ces aspects macro économiques, d'autres considérations micro-économiques interviennent, aggravées par des facteurs locaux, sociaux et culturels.

Dans le sens de la pénurie, l'exemple type qui nous sert de base d'analyse dans la région de Fatick est le problème de l'eau qui constitue un déterminant majeur de pauvreté locale.

Non seulement l'eau est en quantité insuffisante mais elle n'est pas de bonne qualité du fait de la présence notoire du fluor. Cette situation est caractéristique de la région géographique du centre ouest sénégalais constituée notamment par une partie de la région de Thiès, la région de Fatick et de Kaolack.

Les terres de la région de Fatick sont salées (tannes) et 266500 ha, soit 33,6 % de la superficie totale de la région et constituent des facteurs limitant pour l'agriculture et l'élevage qui, avec la pêche, sont les activités dominantes dans la région. On note une percée du secteur touristique qui joue un rôle important dans l'économie du département de Foundiougne mais dont l'impact social est plutôt négatif. Cette situation est aggravée par le fait que la région de Fatick n'abrite aucune entreprise industrielle d'envergure.

La région est fortement rurale et pauvre. Tous ces éléments expliquent la place qu'occupe la charge des tâches domestiques identifiées comme une forme de violence et d'exploitation des enfants tant dans le press book que dans les focus groups.

L'exploitation des enfants revêt ici deux formes. Une forme domestique qui assigne aux enfants, notamment aux filles, la recherche de l'eau et les autres tâches domestiques pour aider leurs mères. Une autre forme de violence extrafamiliale comme employée de maison pendant les vacances, peut aboutir à l'abandon scolaire. Ainsi, la petite fille abandonne l'école

pour soutenir financièrement la famille. Ce fait est aggravé par la proximité de la région de Fatick par rapport à la capitale nationale, Dakar. L'octroie de bourses aux filles issues de milieux défavorisés est donc à encourager.

Il est important de préciser que le travail des enfants n'est pas une exclusivité de la région de Fatick, les autres régions cibles sont également fortement concernées par le phénomène.

En plus d'avoir un impact sur les TBS, la surcharge de travail domestique pénalise les filles dans les matières scientifiques qui exigent une disponibilité plus grande pour réaliser le maximum d'exercices pratiques qui sont indispensables aux bonnes performances dans les disciplines scientifiques.

Les impacts de la pauvreté sur les VFMS sont multiples.

En effet, les conditions de précarité existentielle, l'indigence, l'insatisfaction des besoins élémentaires vitaux au sein de la famille provoquent des frustrations et un sentiment d'injustice. Lorsque les moyens des parents sont insuffisants pour prendre en charge les besoins de scolarité du garçon et de la fille, cette dernière est sacrifiée au profit du garçon.

La réussite à l'école exige en effet un investissement parfois au-dessus des possibilités des parents qui, pour réduire les charges familiales, peuvent opter pour un mariage précoce de leur fille.

Ainsi, le poids des tâches domestiques, le climat familial, la précarité, de même que la position géographique (éloignement du domicile par rapport au collège) ont un effet non négligeable sur le maintien des filles à l'école. Il est donc important pour le maintien des filles à l'école, de généraliser les cantines scolaires au sein des établissements du moyen et du secondaire.

La position géographique, parce qu'elle peut amener la fille à quitter le domicile familial et à s'installer dans une famille d'accueil avec tous les risques de maltraitance, d'exploitation et d'abus, est souvent source d'abandon scolaire. Pour protéger leur fille, il est d'ailleurs courant que des parents la retirent de l'école dès l'achèvement du cycle élémentaire car les longues distances à parcourir entre la maison et le collège sont également des sources de danger pour la fille. Cela explique l'importance donnée aujourd'hui à la politique des collèges et lycées de proximité.

L'absence de conditions matérielles et financières optimales pour une vie décente affecte aussi très négativement les fondamentaux de la vie sociale, culturelle et environnementale.

Cependant, parmi les pratiques culturelles traditionnelles, il en existe qui sont des entraves à l'éducation des filles.

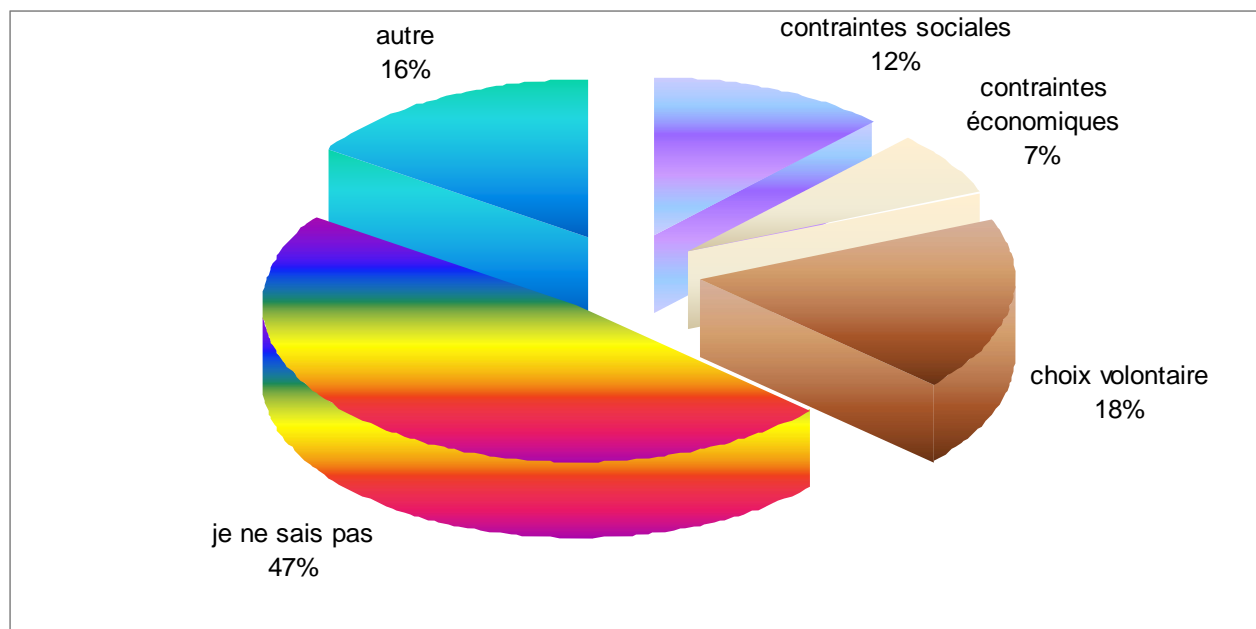
Il y a aussi des pesanteurs sociales et culturelles défavorables au maintien des filles à l'école et qui relèvent de certaines représentations sur la femme et sur sa place dans la société.

Dans la zone de Kolda, il n'est pas rare d'entendre l'expression : « la femme est un puits où on puise et laisse autrui puiser ». Dans la région de Tambacounda, « le test de fécondité », pratiqué par certains groupes ethniques de la région sur les adolescentes, pose un problème de risque d'IST mais aussi de maintien des filles à l'école.

Il y a aussi la pratique du rapt sur les jeunes filles ou « Niftoung » en langue peulh, dans la région de Kolda et ailleurs où la fille est volée à sa famille et reste de gré ou de force en ménage jusqu'après la naissance du premier enfant. L'idée très ancrée selon laquelle « une femme instruite et sans mari est sans valeur » peut influencer les parents à limiter les ambitions de leurs filles. Il y a donc lieu de mener une vaste campagne pour le changement des mentalités et des comportements.

De telles perceptions et pratiques qui chosifient la fille/la femme dans un environnement marqué par la pauvreté expliquent la forte déperdition scolaire des filles, la récurrence inquiétante des cas de grossesses précoces et des mariages forcés.

Figure 15 : Les raisons des mariages forcés et/ou précoces



D'après la figure 15 ci-dessus, il aurait été convenable, dans l'identification des formes de violences, de dissocier le mariage précoce du mariage forcé. En effet, si l'on peut considérer

qu'il y a pour la plupart des cas mariage précoce, 18% des 33 élèves mariées se déclarent consentantes, cependant, que vaut juridiquement le consentement d'une mineure ?

Le fait le plus frappant, cependant, est que la majeure partie des filles ignore pourquoi elles ont dû se marier. Elles n'ont donc pour la plupart fait qu'obéir à la décision des parents. Ces raisons sont également à mettre en corrélation étroite avec les situations et pratiques décrites plus haut (pauvreté, pesanteurs culturelles, sociales...) (tableau 13 ci-dessus).

Tableau13 : Prétendants au mariage forcé

Prétendants au m. f.	zone urbaine	zone rurale	Total
un parent	39,5%	31,0%	35,3%
un émigré	27,9%	11,9%	20,0%
un voisin	16,3%	26,2%	21,2%
autre	16,3%	31,0%	23,5%
Total	100%	100%	100%

D'où, on peut penser que la fréquentation du cycle secondaire n'est pas toujours liée à une ambition de réussite scolaire mais plutôt à une opportunité de rencontres avantageuses qui se traduit par l'expression « bien marier sa fille » qui signifie la donner en mariage à quelqu'un qui, non seulement réduit les charges des parents, mais en plus, pourrait soutenir la famille sur le plan matériel et financier (cf. figure 15 et tableau 13 ci-dessus).

C'est ainsi que sont souvent perçus l'enseignant, l'émigré, le commerçant, le militaire et les autres personnes déjà dans la vie active. Et comme disait l'autre « l'exercices des vertus requiert le minimum d'aisance ».

De plus en plus de personnes expliquent la dépravation des mœurs par l'influence des technologies de l'information et de la communication, notamment de l'Internet qui provoque un changement constant et rapide des valeurs morales et révèle, par le biais de scènes pornographiques, la sexualité de manière précoce aux jeunes et aux enfants.

Sur le plan culturel, les régions de Kolda, Tambacounda et Ziguinchor présentent des caractéristiques similaires. C'est ce que font ressortir la figure 7 et les rapports des focus (tableau 9) selon lesquels, la diversité ethnique assez remarquable et les interpénétrations

culturelles n'apportent pas que des enrichissements mais jouent négativement sur la conservation encore plus difficile des valeurs morales positives.

Le cas particulier de Ziguinchor trouve certainement son explication dans la crise armée casamançaise qui secoue la région depuis les années 80 et qui exacerbe l'insécurité notamment dans les zones rurales et forestières, gîtes des bandes armées. D'ailleurs, dans les rapports de focus filles de Ziguinchor et Kolda, les rebelles sont identifiés comme auteurs de violences sexuelles.

D'autres causes structurelles, administratives, pédagogiques et techniques apparaissent également.

Les facteurs structurels et administratifs sont liés au mode d'organisation et de gestion du système éducatif et de l'école. Ces déterminants structurels et administratifs sont caractérisés par :

- la rigidité des textes qui ne tiennent pas compte du contexte car leur conception n'obéit pas à une démarche participative. Conséquence, les textes sont très souvent ignorés ou transgressés par les différents acteurs de l'éducation ;
- la détention du pouvoir par les adultes avec de hauts risques d'abus de pouvoir et d'autorité. Face à des enseignants de plus en plus jeunes, cette autorité de l'adulte - enseignant est parfois contestée par les élèves. La jeunesse des enseignants est avancée comme un des facteurs des VFMS aussi bien dans les renseignements fournis par les questionnaires que dans les rapports de focus groups.

Les facteurs d'ordre pédagogique et technique sont en lien direct avec les programmes, les contenus et les pratiques d'enseignement et d'apprentissage. Ils sont aussi liés sur le plan technique aux infrastructures qui ne tiennent pas toujours compte des besoins spécifiques aux filles dans le contexte scolaire.

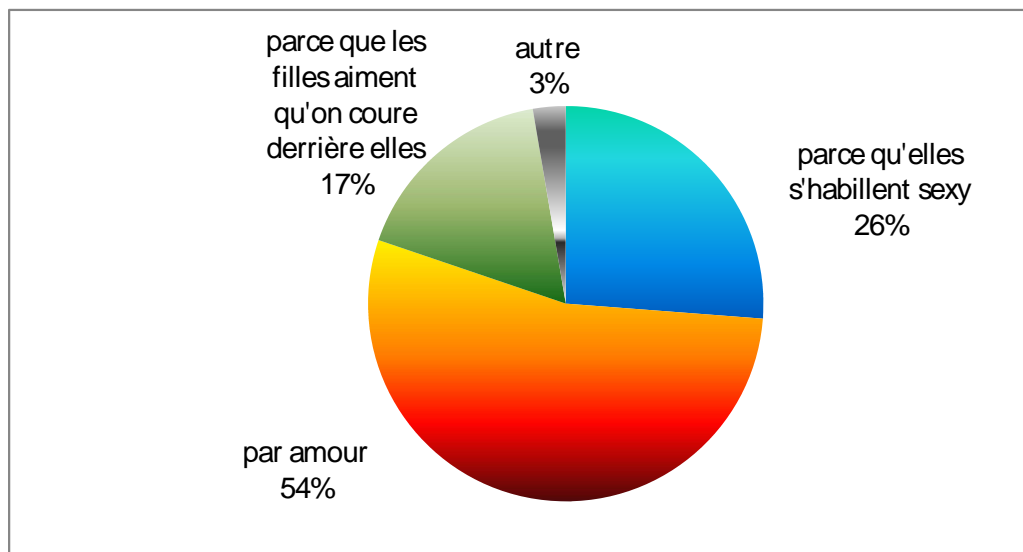
Sur le plan pédagogique, dans les programmes et les contenus d'enseignement, la dimension genre est peu prise en compte. Ainsi, l'analyse de genre des manuels d'enseignements révèle que ceux-ci sont chargés de stéréotypes sexistes. Ces stéréotypes peuvent jouer sur l'ambition des filles à travers les supports et les illustrations des cours qui par les exemples donnés créent chez la fille ce qu'on appelle le « plafond de verre ». Les exemples d'illustration deviennent des modèles de réussite pour les filles en les enfermant dans des métiers dits de femmes : secrétaire, et non chef d'entreprise, infirmière et non médecin cardiologue, hôtesse et non pilote d'avion, etc.

La jeunesse et le manque de formation des enseignants font que ces derniers sont peu outillés pour faire face à leur responsabilité d'éducateurs. Ils ignorent souvent les risques encourus en

ayant des relations « extra pédagogiques » avec leurs élèves filles. La distance requise entre l'enseignant et l'élève n'étant plus respectée, « la solennité de la fonction » est bafouée.

Un autre aspect non moins important est également mis en jeu, il s'agit de la gestion des manifestations de la maturation sexuelle des filles et des garçons. Partant de ces manifestations, les garçons ont identifié des causes aux VFMS.

Figure 16 : De l'avis des garçons



Le privilège accordé ici à l'avis des garçons (figure 16) s'explique par plusieurs raisons :

- Mettre en exergue les représentations que les garçons ont sur les filles étant donné la proximité apparente qui existe entre les filles et les garçons en termes d'âge, de statut et de fréquentation scolaire;
- Le fait que les garçons sont généralement très simplistes et moins calculateurs dans leurs réponses même lorsqu'il s'agit de leur propre implication

A travers les réponses des garçons, nous observons certains aspects superficiels des causes. Ici les causes des VFMS sont surtout centrées sur la fille elle-même.

Cette présentation des causes, certes très simpliste, nous appelle à une analyse dans le sens de la connaissance profonde de la psychologie des filles en âge scolaire. Comment peut-on comprendre que les filles, considérées comme victimes, soient elles mêmes les propres instigatrices des agressions dirigées contre elles? Pourtant 17% des garçons interrogés justifient ces VFMS par le désir des filles d'être courtisées et 26% accusent l'habillement des filles.

Ces faits avérés, dans une certaine mesure, traduisent un état psychologique très profond qui s'explique par la « crise d'adolescence » accompagnant la maturation sexuelle des filles et des

garçons. Cette phase de maturation sexuelle chez les uns et les autres est une étape naturelle qui coïncide avec leur âge scolaire (tableau 14 ci-dessous).

Tableau 14 : Age moyen par classe

Classe	Nombre	Moyenne	Minimum	Maximum
Classe de 6ème	62	13,85	11	18
Classe de 5ème	85	14,86	12	19
Classe de 4ème	217	15,76	2	22
Classe de 3ème	228	16,94	14	26
Classe de 2de	53	18,13	15	21
Classe de 1 ^{ère}	23	18,83	16	21
Classe de terminale	46	20,26	17	24
Total	714	16,43	2	26

Il est constaté que cette phase d'adolescence des garçons et des filles arrive de nos jours de manière très précoce et s'étale sur une durée très longue et variable selon les sujets. Cette période de la croissance est marquée par une anxiété qui gagne le « sortant de l'enfance » troublé par les signes provoqués par les hormones qui accompagnent sa maturation. Ces hormones provoquent des changements extérieurs donc physiques mais aussi intérieurs, génitaux, psychologiques et psychologiques (mutation de la voix, pilosité, virilité, attirance du sexe opposé...)

Ces changements mettent le garçon mal à l'aise et provoquent chez lui un état de timidité et/ou une agressivité inhabituelle.

Chez la fille, ces transformations morphologiques (poussée des seins, pilosité pubienne), génitales (cycle de fécondité et menstrues, pulsions sexuelles) et psychologiques (mélancolie, anxiété), la poussent à des changements d'humeurs et à une certaine coquetterie.

Ces manifestations ont tendance à accaparer l'attention du garçon mais surtout de la fille au détriment des apprentissages. Elles poussent également la fille à des comportements « dévergondés » tels l'exhibition de certaines parties intimes de son corps, le désir d'être regardée différemment et les manières provocatrices avec comme objectif d'attirer l'attention de la gente masculine.

C'est pour ainsi dire le comportement de la fille, relaté dans le tableau 12 par les expressions « attitude et habillement des filles », « port vestimentaire extraverti de certaines filles », « tenues sexy » pourrait constituer un élément moteur des violences sexuelles à son endroit.

En fonction des époques, des artifices et des opportunités que lui offre son environnement, la fille s'expose souvent, sans le vouloir, à de graves dangers à même de compromettre sa santé, son avenir scolaire et même sa vie.

Toujours selon les garçons, 54% des violences sexuelles faites aux filles en milieu scolaire s'expliquent « par amour ». Est-il nécessaire de revenir sur la définition de l'amour ? Peut-on justifier une quelconque violence par l'amour ? Si oui, n'est-il pas alors nécessaire d'introduire, dans nos programmes d'enseignement, un « module d'éducation sentimentale » ? « Les filles aiment qu'on leur court derrière » voudrait plutôt dire qu'elles aiment attirer l'attention et séduire. Cependant, malgré des comportements qui peuvent être sexuellement équivoques, sur le plan sexuel, les filles mettent surtout l'accent sur les sentiments et les émotions et moins sur le sexe.

Dans beaucoup d'interviews réalisés avec les filles dans le cadre de l'éducation à la Santé de la Reproduction (SR), par exemple dans « Scènes d'adolescents » (Film disponible à la Division du Contrôle Médical scolaire (DCMS), elles disent privilégier, dans leurs relations amoureuses, le respect mutuel, une saine intimité et moins les relations sexuelles. Il y a donc méprise sur les intentions des filles.

Dans tous les cas, cette période de l'adolescence doit être abordée avec une attitude très positive qui nécessite un accompagnement par une bonne éducation à la connaissance de soi et aux valeurs sociales. Cela permettra à la fille, comme au garçon, d'être orienté sur la façon dont on entretient les relations avec les autres et d'aborder leur vie sexuelle avec responsabilité. A ce niveau, le manque de communication entre les jeunes et les parents ou les adultes en général peut être source de graves déviations qui jouent, comme mentionner dans le tableau 14, sur la « précocité de la vie sexuelle des élèves ».

Une synthèse de ces informations permet de dire qu'il se pose un problème d'éthique en général et de déontologie pour ce qui concerne le personnel enseignant. L'éthique et la déontologie exigent, dans le cadre de l'école, un retour à des valeurs morales et sociales positives en perte d'intérêt ou l'acquisition, la promotion et la pratique de nouvelles normes de conduite rigoureuses.

Elle nous permet aussi de situer les facteurs de violences à trois niveaux. Un premier d'ordre structurel et administratif, un second d'ordre pédagogique et un troisième d'ordre

environnemental. Un tel constat invite à une prise de décisions et d'actions à plusieurs niveaux.

III MECANISMES DE SUIVI ET PISTES DE SOLUTIONS

Il s'agit des mécanismes de suivi des victimes de violences, c'est-à-dire la prise en charge et la gestion des conséquences ainsi que les mesures préventives à prendre pour l'élimination sinon l'atténuation des violences dans le milieu scolaire.

III-1 Les mécanismes de soutien aux victimes de VFMS

Le suivi des cas de violences en milieu scolaire se fait aux divers niveaux : pédagogique, médical, et judiciaire.

Tableau 15 : Récapitulation entretiens/Suite donnée aux cas déclarés

INSTITUTIONS	NOMBRE DE CAS REPERTORIES		SUITES DONNEES
Procureur du Tribunal Régional	Tambacounda	En 2005 : 1 En 2006 : 07 En 2007 : 28	Poursuites, Peines fermes (10 ans), poursuite de l'action publique
	Kolda	En 2005 : 06/75 En 2006 : 07/83 En 2007 : 07/87	arrangement à l'amiable...
	Fatick	En 2005 : 13 En 2006 : 13 En 2007 : 14	Peines et condamnations.
	Ziguinchor	Nombreux (sans précision)	Condamnation ou relaxe Selon les cas
Chef du District Sanitaire	Tambacounda	En 2005 :16 cas En 2006 :25 cas En 2007 : 13 cas	La prise en charge médicale par la sage-femme. La prise en charge psychosociale par l'assistant social Délivrance d'un certificat médical
	Fatick	En 2007 : 4 En 2008 : 3	Tous les cas sont gérés par la famille ou par la justice
IA>IDEN	Tambacounda	En 2006 : 03 cas En 2007 : 10 cas	Prise en charge médicale par l'IME, Prise en charge psychosociale par le CROPS
	Fatick	En 2005 : 1 En 2006 : néant En 2007 : 3.	Règlement à l'amiable Demande d'application des textes en vigueur au chef d'établissement
	Ziguinchor	Nombreux	Application des textes ; Sanctions
Centre Conseils pour Adolescents	Tambacounda	En 2005 : 36 cas En 2006 : 35 cas En 2007 : 25 cas	La référence vers d'autres structures si nécessaire, L'orientation, la prise en charge médicale par la sage femme, La prise en charge psychosociale par l'assistant social

La récapitulation des résultats obtenus à travers les entretiens est faite dans le tableau 15 ci-dessus. Elle concerne les statistiques au niveau des différentes institutions intervenant dans le suivi des victimes de VFMS et la suite donnée aux cas recensés.

Nous notons quelques précisions importantes :

- lorsqu'aucune information n'est fournie par le rapport, la région n'est pas mentionnée dans la rubrique. C'est le cas pour le volet médical au niveau de Kolda et Ziguinchor, où aucun dispositif de différenciation du statut et de l'origine des patients n'a été mis en place et où l'IME ne procède qu'à des consultations formalisées et périodiques ;
- la prise en charge psychosociale des élèves victimes de violence pose problème dans certaines régions cibles. Par exemple le Centre Conseils pour Adolescents n'existe pas encore à Fatick et n'est pas encore fonctionnel à Kolda. L'ancien coordonnateur du CCA de Tambacounda est le nouveau coordonnateur du CCA de Kolda ; le CCA est une structure départementale mais nous constatons que celui-ci n'existe même pas encore dans certaines capitales régionales ;

L'analyse du tableau 15 permet de relever la quasi inexistence des données statistiques en rapport avec les VFMS tant au niveau académique que médical. Au niveau judiciaire, celles-ci sont faibles mais connaissent une croissance régulière très inquiétantes entre 2005 et 2007-2008. Par exemple pour Tambacounda: 1cas en 2005, 07 cas en 2006 et 28 cas en 2007 ; Kolda : 75 cas en 2005, 83 en 2006 et 87 en 2007.

Cette situation s'explique par le fait que l'essentiel des cas répertoriés dans le tableau sont généralement des violences sexuelles et ne font l'objet de poursuite judiciaire que lorsqu'une grossesse non désirée se déclare. C'est l'une des contraintes majeures relevées par la plupart des procureurs rencontrés.

La seconde contrainte est le problème de l'état-civil qui révèle que l'âge réel de la fille ne correspond pas à l'âge indiqué sur son acte d'état civil. Malgré l'interdiction par la loi du jugement supplétif, celui-ci est encore pratiqué. Et pire, les actes supplétifs sont faits à la légère d'où l'impossibilité de toute poursuite judiciaire, les victimes étant souvent majeures.

Quant aux cas de condamnation, ils ne sont généralement pas mentionnés et la plupart des cas répertoriés est réglée à l'amiable ou, au mieux, sanctionnée par une amende.

Nous constatons également que le suivi médical et psychologique, même lorsqu'il est fait, n'est pas enregistré de manière spécifique. Ce suivi médical est pourtant d'une grande importance notamment lorsqu'il s'agit d'abus sexuel. A ce niveau, la perturbation psychique nécessite un suivi psychologique qui déculpabilise la fille, la convainc qu'elle est victime et

que l'agresseur est le criminel. En effet, les filles victimes d'abus sexuels ont tendance à se culpabiliser et à avoir honte d'elle-même. Le suivi psychologique permet de guérir plus vite et de trouver le courage de continuer.

Sur le plan de la médecine clinique, les priorités énoncées dans les rapports d'entretien mettent en avant la vérification d'une possible infection sexuellement transmissible ou grossesse.

Au plan pédagogique, la circulaire N°004379 du 11 octobre 2007 signé par le Ministre de l'Education règle le problème de la réintégration des élèves filles mères à l'école.

La plupart des « suites données » est en fait formulée sous forme de recommandations car des actions concrètes ne sont pas relatées.

III-2 LES RECOMMANDATIONS FACE AUX VFMS

Il s'agit de l'identification de pistes de solutions et d'actions prioritaires à mettre en œuvre de façon efficace face aux conséquences des VFMS et sur les sources des violences à l'école, avec comme arme privilégiée, l'éducation.

Tableau 16 : Récapitulation entretiens/Recommandations

INSTITUTIONS	RECOMMANDATIONS
Procureur du Tribunal Régional	Prise en charge des victimes ; sanctions exemplaires des coupables pour lutter contre l'impunité ; mettre en place un dispositif d'appui et de conseils ; politique préventive ; assistant social pour le suivi des élèves en situation de vulnérabilité ; éduquer les enfants avec rigueur ; sensibiliser les parents ; informer et sensibiliser les enseignants sur la rigueur la loi ; revisiter la loi qui fixe la déontologie chez les enseignants en matière sexuel ou érotique ; encourager les élèves à dénoncer ; développer le dialogue intersectoriel ; résoudre le problème crucial de l'état civil ; recrutement rigoureux d'enseignants de qualité...
Chef du District Sanitaire	IEC/CCC à tous les niveaux d'enseignement; large plaidoyer en faveur de l'éradication des actions synonymes de violences faites aux filles en milieu scolaire ; punir fortement les auteurs ; la prise en charge médicale est suivie de conseils ; conscientiser les parents à la sécurité de leurs enfants ; informer les élèves sur leurs responsabilités vis-à-vis de la sexualité ; condamnation sévère par la police de l'attentat à la pudeur ; interdire aux mineurs l'accès des boites de nuit; doter les établissement de personnel et de programme de santé pour permettre aux élèves de connaître leur corps et de mieux gérer leur sexualité ; encourager l'abstinence à l'école ; formation des enseignants en éthique et déontologie professionnelle ; formation en approche genre ; application de sanctions lourdes aux fautifs ...

IA>IDEN	Révision des textes ; information et sensibilisation de la communauté éducative ; développer des stratégies de communication à tous les niveaux ; recruter des assistantes sociales pour chaque académie ; renforcer les CROPS en personnel ; inscrire les questions de VFMS dans la lettre de mission des IVS ; prise en charge de des violences à l'école au niveau des CGE ; sensibilisation par des causeries, conférences, débats, projections de films ; mise à disposition et vulgarisation des textes réglementaires ; atelier de formation ; Application du règlement intérieur élaboré de façon consensuelle ; formation des enseignants en éthique et déontologie professionnelle ; formation des enseignant en approche genre ; application de sanctions lourdes aux fautifs, « sanctions nucléaires » ; formation sur les droits de l'enfant...
Centre Conseil pour Adolescents	Renforcer les capacités des parents par stratégies de communication pour vaincre l'ignorance; décentraliser les structures d'encadrement et d'accueil dans les départements pour accompagner les jeunes ; renforcement de l'IEC; assistance psychologique et médicale ; renforcer les prérogatives du CCA en matière de poursuivre judiciaire sur les auteurs de violences sexuelles ; appliquer la loi sur la santé de la reproduction ; former les enseignants à l'accompagnement et à la gestion de la maturation sexuelle des élèves ; faire travailler en synergie toutes les structures qui ouvrent pour résoudre ce problème...

Les recommandations et pistes de solutions préconisées à travers le tableau 15 nous permettent de répartir les décisions à prendre et les actions à différents niveaux : institutionnel, administratif, pédagogique et environnemental.

NIVEAUX	RECOMMANDATIONS
INSTITUTIONNEL	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Actualiser et vulgariser les textes législatifs et réglementaires sur les sanctions des auteurs de VFMS ; ➤ Créer et animer un Observatoire des VFMS dans tous les échelons académiques ; ➤ Accroître l'accès en multipliant les collèges et lycées de proximité pour réduire les risques de violences liés à la distance ; ➤ Généraliser et décentraliser au maximum les Centres Conseils pour Adolescents (CCA) dans tous les départements; ➤ Rendre les CROSP fonctionnels et outillés pour le suivi des victimes de violences ; ➤ Mettre sur pied un service social de qualité dans chaque établissement par le recrutement d'assistants sociaux scolaires; ➤ Prendre en charge l'accompagnement et de la réintégration sociale des filles victimes de VS ; ➤ Renforcer en moyens matériels et financiers des infirmeries d'écoles pour la prise en charge des besoins spécifiques des filles ; ➤ Octroyer de bourses et gratuité des fournitures scolaires aux enfants et particulièrement aux filles vulnérables ➤ Institutionnaliser les cantines scolaires en partenariat avec les APE ; ➤ Faire un plaidoyer à l'endroit des collectivités locales en matière de gestion des collèges de proximité ; ➤ Institutionnaliser une Journée Nationale contre les violences à l'école ; <ul style="list-style-type: none"> ➤ Conventionner des partenariats avec d'autres départements sectoriels : santé, intérieur, justice, médias, et avec la société civile; ➤ Demander l'implication des organisations syndicales dans la lutte contre les VFMS ;
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Impliquer les CGE dans la gestion des violences scolaires ; ➤ Informer les enseignants sur les dispositions réglementaires et les sanctions prévues en cas de VFMS ;

ADMINISTRATIF	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Instituer et généraliser les comités de veille dans les établissements du moyen secondaire ; ➤ Instituer un système de parrainages des filles et développer des modèles de réussite de femmes, Association des anciennes de l'établissement et produire des documentaires ; ➤ Impliquer les élèves et les parents d'élèves dans la composition le fonctionnement et l'animation du comité ; ➤ Concevoir et élaborer un règlement intérieur valable pour tous les acteurs, selon une démarche participative et développant la citoyenneté; ➤ Afficher à la salle des professeurs le « Serment de l'enseignants » ; ➤ Accroître le nombre des femmes enseignantes et principales de collège ;
PEDAGOGIQUE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Elaborer et développer un curriculum sensible au genre ; ➤ Faire jouer au professeur principal un rôle de veille d'alerte et d'écoute ; ➤ Former les enseignants à la proxémie ; ➤ Restaurer l'éducation civique à l'école ; ➤ Créer des activités ludiques et sportives ; ➤ Mettre sur pied des troupes théâtrales pour la sensibilisation des parents et des acteurs de l'école sur la scolarisation des filles ; ➤ Former les enfants à la connaissance de leurs droits ; ➤ Former les IVS, IS, des CP et CPI en genre afin d'introduire sa prise en compte dans les critères d'évaluation des enseignants dans leur formation initiale ; ➤ Former les enseignants en psychopédagogie et en législation et en genre ;

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Généraliser dans les établissements du moyen secondaire, le port de l'uniforme ; ➤ Former les filles au leadership féminin ; ➤ Eduquer à la vie familiale et développer les clubs EVF ;
ENVIRONNEMENTAL	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organiser l'accueil des élèves ; ➤ Couvrir les murs de peintures et messages de sensibilisation pour éviter les graphitis obscènes ➤ Sécuriser l'établissement ; ➤ Créer la case de l'élève au sein de l'établissement ; ➤ Tenir compte des éléments de la fiche de renseignement ; ➤ Créer et gérer pour les filles des toilettes séparées et équipées en fonction de leurs besoins spécifiques, garçons : ➤ Animer des après-midi de contes avec des notables dames du quartier ; ➤ Sensibiliser la communauté à la dimension genre ; ➤ Instituer et généraliser la cantine scolaire en partenariat avec les parents d'élèves ; ➤ Accorder aux enseignants impliqués, une indemnité spéciale ;

NB : La recherche terrain a été le déclencheur d'une forte mobilisation sociale dans les localités concernées par l'étude. Ce processus doit être poursuivi à travers une vaste campagne de sensibilisation par le biais de fora à travers toutes les académies cibles dans le cadre d'un partage des résultats de l'étude.

Pour la mise en œuvre pratique des recommandations, nous mettons l'accent sur les actions urgentes et prioritaires suivantes :

1- l'installation d'un numéro vert au niveau de chaque IDEN en collaboration avec les CCA dont les membres sont formés à l'écoute et à l'accompagnement dans le cadre d'un partenariat entre le Ministère de l'Education et le Ministère de la jeunesse ;

2- la construction de la case de l'élève au sein de chaque établissement (espace aéré et ouvert et convivial où les élèves peuvent s'asseoir aux heures de pause avec une séparation garçons/filles) ;

3- la mise sur pied d'un observatoire des violences à tous les niveaux : national, IA, IDEN, Etablissement ;

4- Institutionnalisation de la semaine sans violence dans les écoles ;

5- l'élaboration et le déroulement de modules de formation pour les enseignants :

- à la proxémie ;

- à la gestion des manifestations de la crise d'adolescence (gestion des manifestations de la maturation sexuelle des élèves);

6- la mise sur pied du « gender club », « club équité » ou « cellule genre » (dispositif permettant aux élèves de s'impliquer dans la CCC au sein de l'établissement) ;

CONCLUSION

Les filles dans le milieu scolaire sont confrontées à de multiples obstacles. Le phénomène des violences n'est certes pas l'apanage de l'école. Cependant, parce que l'école renferme la couche sociale la plus vulnérable, l'impact des conséquences y est plus désastreux. Les filles en milieu scolaire sont confrontées à toutes les formes de violences dont certaines leur sont exclusives. Les violences faites aux filles en milieu scolaire ont un impact certain sur le maintien des filles à l'école et sur la réalisation de leurs projets d'avenir.

La diversité des formes de violences, des auteurs, des sources et causes des violences et des conséquences, invite à des interventions aux différents niveaux : structurel, pédagogique, technique et environnemental. En effet, si à l'intérieur de l'établissement et dans les relations entre les acteurs, il est possible de déceler des sources de VFMS, il n'en demeure pas moins que beaucoup de causes des violences à l'école ont une origine extérieure à celle-ci.

C'est pourquoi, les responsabilités dans la gestion, le suivi des cas et la prévention des violences faites aux filles en milieu scolaire sont partagées. Ainsi, tous les acteurs, à quelque niveau qu'ils soient, doivent être impliqués.

La maîtrise du phénomène des VFMS appelle à une prise de décisions au niveau institutionnel et politique, administratif, pédagogique et communautaire.

L'instauration du dialogue sectoriel dans le cadre d'un système de partenariat avec les services de sécurité, la justice et la santé, au niveau central et local, peut servir de tremplin à une bonne stratégie de remédiation et de prévention des VFMS. Cependant, l'éducation à travers tous ses modes d'intervention, reste l'acteur principal de la mise en œuvre de cette stratégie qui peut être déclinée sous forme de plan d'action.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Guide de la vie scolaire INFOMEN Bulletin spécial n°3, mai 2001.

Centre de recherche sur la **violence faite** aux femmes. et aux enfants, 1995. 53 . **Canada**, Statistique. www.criaw-icref.ca/factSheets/Violence%20against%20women/Violence%20faite%20aux%20femmes%20et%20filles.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, 1979.

DGCID : « Violences liées au genre en milieu scolaire en Afrique Subsaharienne » Ministère des Affaires étrangères DgCiD, 2006.

GENRE EN ACTION (Portail d'informations et de ressources sur "genre et développement")
<http://www.genreenaction.net/>

http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/gender/links/

<http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/text/econvention.htm>

<http://www.ungei.org/>.

ICREF : « Marche des femmes en l'an 2000 : La violence faite aux femmes et aux jeunes filles », janvier 2002.

INFOMEN : « Guide de la vie scolaire », bulletin d'information

Léa Gama/Zongo : (Communication de séminaire de l'Association d'Appui et d'Eveil Pugsada, en ligne sur : <http://www.issp.bf/areb/comm2003.asp?gosearch=1101>)
« Harcèlement sexuel des filles en milieu scolaire », Burkina Faso, 2003.

Oumar Doumbouya : « Changement culturel et développement social :la nouvelle place de la femme en Guinée », Thèse de doctorat en sociologie, Université de Toulouse II, juin 2007.

OXFAM

UNESCO /BREDA et POLE DE DAKAR, EPT, Repères pour l'action, Education pour tous en Afrique, 2005.

UNESCO, Genre et Education pour tous : le pari de l'égalité. Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2003-

UNESCO, L'alphabétisation, un enjeu vital. Rapport mondial de suivi sur l'EPT, Paris 2006.

UNESCO, L'éducation des filles : vers une "mise à l'échelle" des bonnes pratiques, Paris 2005.

UNGEI (Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles)

UNIFEM : Action pour la promotion de la femme et l'équité entre les sexes, Rapport annuel 2000.

www.cifedhop.org/publications/perspectives/vuesdafrique3/Gama-Zongo.pdf

www.droithumain-france.org/-Actualite-des-perspectives-.html

www.oregand.ca/veille/2006/02/les_100_visages.html

www.sudonline.sn/spip.php?article7452